

# PRS INFORMA

28 octobre 1973  
numéro 46

une fois de plus...

LES PEUPLES ARABES  
SONT TRAHIS

2F  
ETUDE :  
les intérêts  
américains en Algérie





Le lundi 22 octobre, après 16 jours de combats, les deux grands USA et URSS font voter par le Conseil de Sécurité une résolution ordonnant le cessez-le-feu au Moyen-Orient. Israël accepte immédiatement. Le camp arabe ne fait connaître sa position qu'en ordre dispersé et après beaucoup d'hésitations. Si les Palestiniens et l'Irak refusent le cessez-le-feu, le gouvernement égyptien, par contre, ordonne à ses troupes d'arrêter les combats à l'heure convenue. Le gouvernement syrien, quant à lui, demeure silencieux durant 24 heures.

Cette démarche du Conseil de Sécurité ne pouvait, à vrai dire, constituer une surprise. Il était évident dès le début que les deux grands, dont les contacts avaient été permanents tout au long du conflit, interviendraient au cas où celui-ci risquerait de prendre de l'ampleur et d'échapper ainsi à leur contrôle. La question était donc de savoir si les Arabes, instruits par leurs précédentes expériences accepteraient d'arrêter les combats avant d'avoir obtenu des résultats clairs et nets. Cela semblait d'autant plus probable que la situation sur le terrain était loin d'être catastrophique malgré l'escalade des israéliens qui bombardait sans relâche des objectifs civils derrière les lignes du front.

Lorsque le 6 octobre dernier, les gouvernements égyptiens et syriens prirent l'initiative de reprendre les hostilités, on pouvait espérer qu'ils avaient pensé à toutes les éventualités et, notamment, à la possibilité de pressions de la part des deux super-grands. SADATE, lui-même, n'avait-il pas affirmé, soulevant l'enthousiasme des masses, que les combats ne prendraient fin que lorsque les territoires occupés par Israël seraient libérés et le peuple palestinien restauré dans ses droits ?

Or, le gouvernement égyptien a donné l'ordre à l'armée de cesser le feu, sans que cet objectif soit réalisé et apparemment sans qu'il y ait eu de bataille décisive. Et, celà, au moment où les peuples arabes s'apprêtaient avec courage et détermination à subir une guerre longue et difficile. D'immenses réserves n'avaient pas encore pris part au combat et pouvaient à tout moment être engagées. Les Arabes pouvaient enfin accentuer leur pression militaire en ouvrant un troisième front en Cisjordanie et en ripostant aux bombardements sionistes.

Certains commentateurs expliquent l'acceptation égyptienne par l'existence d'une "poche" israélienne sur la rive ouest du Canal. Pourtant, toutes les informations dignes de foi sont formelles sur ce point : la percée israélienne due à une opération de commandos était de peu d'importance et pouvait être résorbée. De toutes façons, elle n'avait commencé à prendre une certaine consistance qu'à partir du 19. Or, dès le 16, SADATE avait, dans son discours adressé à NIXON, clairement fait connaître son intention d'abandonner le terrain militaire pour le terrain diplomatique.

Ce discours fut à notre avis le tournant de la guerre et une douche froide pour les combattants arabes. Il constituait un encouragement pour les sionistes. Ces derniers n'allaient pas tarder à montrer de quoi ils étaient capables. Profitant du désarroi et du découragement qui ne manquèrent pas de frapper les armées et les masses arabes, les armées israéliennes lancèrent une grande offensive sur la rive africaine du Canal. Les trois jours d'atterrissements, d'incertitude, de reculade des Arabes furent mis à profit par l'Etat major sioniste pour retourner le rapport de force en sa faveur et isoler la 3ème armée égyptienne, forte pourtant de 20 000 hommes. Le visage capitulard des dirigeants arabes que l'on avait cru effacé à jamais avec l'action du 6 octobre, reparut alors dans toute son horreur. Au lieu de compter sur leurs propres forces, de prendre les décisions courageuses qui s'imposaient, de se battre pour éviter l'humiliation de la défaite, ils s'accrochèrent désespérément aux résolutions de l'O.N.U., appelant au secours leurs protecteurs soviétiques qui les lâchèrent aussitôt que NIXON, pour se tirer d'affaire sur le plan personnel, joua la sinistre comédie de l'alerte atomique du 25 octobre.

L'enthousiasme populaire qui était nettement visible malgré la guerre et les bombardements, céda la place à l'annonce du cessez-le-feu, à la déception, à l'incompréhension, mais aussi à une immense colère chez la majorité des peuples arabes.

Cette déception et cette colère étaient à la mesure de l'espoir soulevé par le déclenchement des hostilités, espoir de voir enfin effacées des dizaines d'années d'humiliations coloniales et de domination impérialiste. Avec le cessez-le-feu jugé honteux, les masses arabes comprenaient que cela signifiait l'abandon pur et simple par les dirigeants des objectifs de la guerre : la libération intégrale des territoires occupés et la cause palestinienne pour laquelle depuis 25 ans tant d'Arabes avaient consenti le sacrifice suprême. Elles comprenaient qu'à la défaite militaire s'ajoutait une déroute politique. C'en était trop.

Pour la première fois, soldats, ouvriers, paysans, jeunes, étudiants refusaient la défaite des dirigeants, refusaient d'entériner la décision du sommet, voulaient continuer la lutte et se rendaient compte de leur impuissance. Et, certainement, pour la première fois, ils prenaient conscience des causes de cette impuissance : l'existence d'un Etat ne désirant pas défendre les intérêts nationaux quand ceux-ci entraient en contradiction trop flagrante avec ceux des grandes puissances et de l'imperialisme. C'est là un aspect nouveau de cette guerre qu'il faut souligner : le divorce entre les dirigeants et les masses dans les pays arabes du Moyen-Orient.

Examinons maintenant le déroulement de la guerre et essayons d'en tirer quelques conclusions :

1) La reprise des hostilités fut décidée par les dirigeants seuls, causant d'ailleurs une surprise agréable puisque cela mettait fin à une situation ressentie par les masses égyptiennes et syriennes, comme une situation intolérable (état de ni guerre ni paix). En ce sens, la décision de SADATE et EL ASSAD fut populaire et elle eut pour effet de les faire jouir d'un prestige et d'un soutien immense. Temporairement, car il apparut bientôt que le déclenchement de la guerre était une manœuvre dont l'objectif n'était pas une victoire sur le terrain, mais une modification de l'échiquier politique.

En effet, après avoir traversé le Canal, les troupes égyptiennes ne profitèrent pas de la défaite israélienne pour poursuivre leur avantage et libérer au moins le Sinaï. Elles s'installèrent dans une position défensive sur la rive orientale du Canal, marquant par là leur intention de limiter leur action à cette seule zone. Certains journalistes ont tenté d'expliquer cette attitude par le fait que l'armée égyptienne manquait d'armes offensives, du fait que l'Union Soviétique avait omis de lui en fournir. En fait, il ne s'agit pas de cela. Tout le monde reconnaît que les Arabes auraient pu atteindre dès les premiers jours les cols. Ce qui manquait, c'était l'intention politique ! Certains commentateurs laissaient même entendre que les Américains eux-mêmes auraient conseillé aux Arabes de lancer une action pour dégeler la situation. Le calcul égyptien était simple, nous l'avons dit dans notre déclaration du 11 octobre : prendre la rive est du Canal, s'y accrocher jusqu'à un nouveau cessez-le-feu, puis soit s'engager dans des négociations de paix, l'honneur étant sauf ; soit en attendant : réouvrir le Canal. Israël ne l'entendait pas de cette oreille puisqu'il déjoua tous les calculs.

2) L'état major sioniste fut pris de court par l'attaque arabe. Il est vrai que son mépris pour les Arabes ne lui avait pas fait prendre au sérieux les informations sur une reprise éventuelle de la guerre. Dès le premier jour, les positions défensives dans le Sinaï (ligne Bar Lev) réputée imprenable était enfoncée, tandis que dans le Golan, les chars syriens parvenaient au versant israélien. Les pertes sionistes avaient été particulièrement lourdes et l'aviation n'avait pu faire jouer sa supériorité du fait de l'existence d'une défense aérienne composée de fusées. L'échec de la contre-offensive porta un rude coup au mythe de l'invincibilité sioniste, mythe sur lequel était fondé l'Etat d'Israël.

Après quelques jours, la situation était devenue franchement inquiétante pour les dirigeants israéliens et un danger réel menaçait l'existence même de l'Etat sioniste. Pour la première fois depuis de nombreuses années, on se rendait compte du caractère artificiel de sa création et de sa vulnérabilité. Une idée s'imposait à tous

les esprits : les Arabes avaient les capacités de menacer sérieusement Israël, les capacités seulement car il apparut assez rapidement qu'ils n'avaient pas l'intention d'aller plus loin. Par contre, les dirigeants israéliens ne pouvaient se permettre la moindre concession. La nature même de l'Etat d'Israël, fondé sur la force leur imposait de ne pas en rester là. Il leur fallait effacer, par une victoire sans bavure, la grande peur. C'est pourquoi, ils exigèrent de leur allié américain des livraisons urgentes d'armements et une aide financière accrue l'obligeant à les soutenir massivement et ouvertement, prenant ainsi le risque de se démasquer aux yeux des peuples arabes.

L'intervention américaine eut un double effet :

- d'une part, elle obligea les Soviétiques, attachés à la "détente" à s'engager dans un processus de reculade qui les conduisit à exercer une pression inadmissible sur les Etats arabes pour aboutir au cessez-le-feu.

- d'autre part, elle mettait au pied du mur les dirigeants arabes en les obligeant à faire un choix : soit affronter directement les Américains et élargir le front de la guerre et la mobilisation populaire, soit accepter le cessez-le-feu qui, tout en sauvegardant les apparences, ne ferait pas apparaître les Américains comme des ennemis des Arabes.

C'est bien sûr ce second choix qui fut fait, mettant en évidence la nature pro-impérialiste des Etats arabes. Il devint évident en outre que les dirigeants arabes ne comptaient nullement sur une victoire de leurs armées pour libérer les territoires occupés, mais sur une médiation américaine dans la région. La prétendue arme du pétrole était donc un simple moyen de chantage, destiné non pas à porter un coup à la puissance américaine, mais à faire pression sur elle pour qu'elle impose un règlement du conflit. En quelque sorte, il s'agissait de légitimer l'hégémonie américaine dans la région.

C'était là la suite logique d'une ligne capitulationniste déjà assez longue depuis le Plan Rogers au cessez-le-feu du 22 octobre, en passant par la mission Jarring, le renvoi des techniciens soviétiques, les accords avec des compagnies américaines pour la construction d'un pipe-line, sans oublier les massacres de septembre 1970 en Jordanie.

3) Le caractère même de la guerre, technique et coûteuse, laissait peu de place à une intervention populaire. En se plaçant sur le terrain d'une guerre de matériel et d'électronique, les Etats arabes se mettaient sur un terrain qui, à terme, ne pouvait leur être favorable. Israël (et derrière lui les Américains) maîtrisant bien ces techniques, se révélèrent capables de trouver la riposte.

Ce type de guerre utilisant peu d'hommes (une armée de 1000 blindés fait intervenir quelques milliers de soldats), les Egyptiens et les Syriens perdaient l'avantage du nombre. A aucun moment, Israël n'eut besoin de rappeler tous ses réservistes, ce qui lui permit de continuer à faire tourner sa machine de guerre. Par contre, les matériels, les armements mis en oeuvre étaient coûteux (une fusée SAM 6 coûte un million) ce qui excluait la possibilité matérielle d'une guerre longue. Sans oublier que ces armes n'étant pas fabriquées par les Arabes eux-mêmes, leur épuisement les mettait à la merci de leurs fournisseurs.

Ces quelques remarques seraient une preuve supplémentaire, s'il en était besoin de la volonté arabe de limiter l'action militaire à une opération nette de spécialistes. A aucun moment, il n'y a eu appel aux masses. Ces dernières ont été placées tout au long du conflit dans une position de spectateur. Au mieux, on a cantonné les milliers de jeunes qui demandaient à agir dans des exercices de défense passive, ou bien on les a occupés à des exercices de simulation de combats (entraînements, marche au pas ...).

N'était-il pas possible de faire intervenir les masses dans la lutte ? N'y avait-il pas moyen comme au Vietnam de combiner l'emploi d'armes perfectionnées et la guerre populaire ? N'était-il pas possible de profiter des événements pour au moins faire un effort de politisation, d'explication, de mobilisation au lieu de ces émissions navrantes des radios arabes diffusant à longueur de journée de la musique, au

moment même où elles étaient assurées d'une grande écoute !

Il est clair que les régimes arabes ont peur de la guerre populaire (et ils l'ont montré à plusieurs reprises) parce qu'ils ont peur du peuple.

Aussi, l'image simpliste et grossière de la propagande sioniste qui représente le petit peuple de deux millions de Juifs face à 100 millions d'Arabes le couleau entre les dents n'a aucun fondement dans la réalité. Et comme elle finit par s'imposer aussi à des Arabes qui la reprennent à leur compte, pour justifier leurs complexes et leur défaitisme, il est nécessaire de nous y arrêter un instant. Il n'y a pas deux millions de Juifs d'un côté, 100 millions d'Arabes de l'autre, il y a deux armées "modernes" utilisant des techniques perfectionnées, voire "sophistiquées". Et, dans ce cadre, l'armée israélienne est plus forte car disposant d'un encadrement plus nombreux (3 à 4 pilotes pour un avion, alors que c'est trois avions pour un pilote pour les Arabes). Mais, Israël n'est pas non plus cette petite nation isolée ... Il bénéficie du soutien résolu et sans faille de l'Etat le plus puissant du monde : les U.S.A. qui ne lui mesurent pas leur aide en logistique, en armements, renseignements, finances, volontaires et, bien évidemment leur appui politique. Mais, les U.S.A. ne sont pas seuls à aider Israël qui trouve appui et compréhension dans la plupart des pays occidentaux où l'opinion publique est façonnée grâce au "lobby sioniste" qui, omniprésent et tout puissant, contrôle les moyens d'information, déformant les faits, développant une propagande pro-sioniste et attisant un racisme anti-arabe. De l'autre côté, l'unité des pays arabes dans l'action militaire est un mythe. Seules les armées égyptiennes et syriennes ont été engagées (en partie) sur le terrain, les autres armées n'ont guère été présentes malgré les déclarations fracassantes des chefs d'Etats soucieux de donner le change et d'entretenir la confusion, afin de mieux cacher leurs liens avec l'impérialisme américain et leurs problèmes intérieurs, face à une opinion nationale chloroformée par la démagogie et la propagande obscurantiste.

4) Venons-en maintenant à la résolution du cessez-le-feu. Malgré son contenu vague et ambigu, elle constitue un triomphe pour les thèses israéliennes. En effet, il y est affirmé que des négociations immédiates doivent être engagées, sans pour autant que l'on précise sous quels "auspices appropriés" elles doivent se dérouler, et il est à craindre que ces négociations soient directes, ce qui a toujours été une exigence israélienne, dont nous verrons la signification plus loin. Les commentateurs soulignent que la résolution contient une concession aux Arabes en ce sens qu'elle demande également l'application de la fameuse résolution 242. C'est là une grossière manipulation. Comme nous l'avons déjà dit en 1967, cette résolution, si elle était appliquée, marquerait la fin des espérances du peuple palestinien. En effet, en échange des territoires occupés lors de l'agression du 5 juin 1967 (et encore se garde-t-elle de préciser s'il s'agit de tous les territoires occupés, grâce à une astuce de traduction), elle fait bénéficier Israël d'une reconnaissance officielle par tous les Etats arabes (ce qui va à l'encontre des sentiments profonds de la grande majorité des peuples arabes). Elle lui assure des frontières "sûres et reconnues" à l'intérieur desquelles il pourra vivre à "l'abri des menaces" (la résolution ne précise pas toutefois si ce sont les Arabes eux-mêmes qui doivent veiller à écarter ces menaces) et enfin, il aura la liberté totale de circulation sur les voies d'eau arabes. Pour le peuple palestinien, elle légitime son statut de "réfugié" dont il faudra résoudre le problème !

On peut se demander alors pourquoi Israël a, jusqu'à présent, refusé d'appliquer cette résolution. Ce n'est pas du tout parce qu'elle est favorable aux Arabes, mais parce qu'Israël veut plus : conserver les territoires occupés qui peuvent lui être utiles, affaiblir les Arabes, casser leurs armées afin de leur imposer son hégémonie. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'il exige des négociations directes, excluant les autres puissances impérialistes qui cherchent - elles aussi - à protéger et à développer leurs intérêts dans la région.

5) Cette dernière guerre israélo-arabe a démontré que le Moyen-Orient est un foyer des contradictions à l'échelle mondiale. Pour la première fois, l'enjeu de la lutte, ainsi que les protagonistes ont été mis en évidence. Trois séries de contradictions enchevêtrées servent d'arrière fond à une guerre apparemment simple des Arabes contre les Sionistes :

- celle qui oppose l'impérialisme américain au social-impérialisme soviétique ;
- celle qui oppose les différentes puissances impérialistes en lutte pour l'hégémonie ;
- celle qui oppose les peuples arabes à leurs propres Etats.

Ces trois contradictions s'inscrivent dans le cadre de la lutte plus large des peuples arabes pour leur libération, de la domination impérialiste. Il serait bon de voir comment elles ont évolué :

a) l'impérialisme américain sort grand vainqueur de cette nouvelle guerre au Moyen-Orient, bien qu'en apparence il soit la cible de la guerre du pétrole, il est en fait peu touché par ces mesures et le chantage pétrolier des Etats arabes semble beaucoup moins destiné à nuire aux intérêts américains qu'à faire pression sur les dirigeants des Etats-Unis afin qu'ils ramènent les autorités israéliennes à de meilleurs sentiments. Les U.S.A. se trouvent dans une position d'arbitre et profitent du recul de l'influence des Soviétiques pour imposer la "Pax americana".

Les Soviétiques sont les grands perdants, bien que la collusion soviéto-américaine soit une réalité reconnue et mise en oeuvre un peu partout dans le jeu subtil pour le partage du monde, les deux super-grands sont opposés. Entraînés dans un conflit qu'ils n'ont pas voulu, les Soviétiques ont soutenu les Arabes, mais sans mettre en danger la détente et en se refusant à cautionner une guerre qui pourrait amener la destruction de l'Etat d'Israël. Leur reculade devant l'alerte atomique de Nixon a fini par les discréditer. De toutes façons, les Soviétiques sont plus nécessaires aux Arabes pendant la guerre que pendant la paix. Aux yeux des masses, ils apparaissent déjà comme ceux qui ont aidé les Arabes à moitié. Certes, ils ont intérêt à l'ouverture du Canal de Suez, mais leur influence en Egypte recule rapidement devant celle des Américains. L'utilisation de "l'arme du pétrole" donne un rôle politique accru aux Etats arabes les plus hostiles aux Soviétiques (Arabie Séoudite, Lybie, etc ...).

b) L'accroissement de l'influence américaine dans une zone où se trouvent les réserves de pétrole les plus importantes et dont dépend l'approvisionnement de l'Europe et du Japon, a développé les contradictions entre les U.S.A. et les puissances européennes qui acceptent mal d'avoir été mises à l'écart dans le règlement du conflit et qui voient d'un mauvais œil la collusion soviéto-américaine.

Enfin, il faut souligner que si les Etats-Unis apportent un soutien ferme et résolu à Israël, il n'en demeure pas moins qu'il existe entre eux des contradictions secondaires. Les observateurs délimitent en Israël même deux tendances :

une tendance très minoritaire dite modérée qui cherche avant tout à sauvegarder les intérêts américains dans la région et qui appuie donc les initiatives américaines. Cette tendance serait disposée à rendre une partie des territoires occupés.

l'autre tendance nourrit des ambitions propres pour l'Etat sioniste auquel elle veut attribuer un rôle dominant et autonome dans la région. Cette tendance plus dure cherche à annexer de nouveaux territoires afin de les ouvrir aux immigrés soviétiques et à casser militairement les Arabes de façon à leur imposer son hégémonie économique et politique.

c) Les Etats arabes, dans leur premier calcul, espéraient sortir vainqueurs de la guerre limitée qu'ils avaient entreprise et, de ce fait, consolider leurs régimes, tout en développant leurs liens avec l'impérialisme américain. Nous avons vu plus haut que ces calculs ont été déjoués précisément par l'offensive israélienne déclenchée après le cessez-le-feu. C'est pourquoi, rien n'est encore joué. Et, si l'impérialisme sort apparemment consolidé de la dernière crise, les contradictions se sont plutôt aggravées.

Les Etats arabes peuvent difficilement reconquérir le terrain perdu. Ils sortent discrédités aux yeux des masses qui ne comprennent pas pourquoi elles ont déclenché à nouveau les hostilités, si c'est pour aboutir à une nouvelle défaite. Certes, ils cherchent à redorer leur blason en mettant l'accent sur la bataille du

pétrole. Mais, leur défense est de développer les courants défaïtistes, de faire appel à la résignation et au fatalisme des masses, de désorganiser l'armée, etc ...

#### Que faire maintenant ?

Ce dernier conflit nous renforce dans l'idée que les pouvoirs en place ne sont pas capables :

- d'organiser la défense du territoire national et de mener jusqu'au bout la guerre de libération ;
- de s'opposer à l'hégémonie politique et économique de l'impérialisme ;
- d'empêcher le pillage de nos richesses naturelles ;
- de combattre les processus de paupérisation, de chômage, de misère, d'abrutissement idéologique qui pèsent sur nos peuples ;
- en un mot : de CHANGER LE SORT DES MASSES.

Pour nous, la solution doit être recherchée dans la mise en oeuvre d'un processus révolutionnaire au terme duquel les masses opprimées doivent prendre le pouvoir et le conserver.

Nous pensons également que ce processus ne peut être déclenché que dans la mesure où les peuples trouvent les moyens de s'organiser sur la base d'un programme révolutionnaire et de se préparer à la révolution en construisant leur parti autonome, celui qui orientera et unifiera les luttes des différentes classes du peuple contre la bourgeoisie locale, croupion de l'impérialisme.

La construction du Parti d'Avant-Garde est longue et difficile, non parce que les conditions objectives n'existent pas, bien au contraire, la situation empire quotidiennement et le mécontentement populaire se développe, mais parce que la bourgeoisie consciente du danger fait de son mieux pour propager le défaïtisme, la résignation, l'obscurantisme politique en procédant à un matraquage idéologique sans précédent dans le but de maintenir les masses dans l'ignorance de leurs droits et de leurs forces.

La tâche des révolutionnaires aujourd'hui est de lutter partout et inlassablement pour faire passer la vérité, pour barrer la route au défaïtisme, car on ne peut tolérer plus longtemps le spectacle désolant de ces jeunes gens, de ces jeunes travailleurs capables du meilleur, prêts au sacrifice suprême, complètement désorientés, ne sachant plus à quel saint se vouer.

LA VICTOIRE EST A CE PRIX, IL FAUT S'Y ATTELER SANS TARDER ET SANS RELACHE.

o o o

LES DERNIERS JOURS  
DE LA QUATRIEME GUERRE ISRAELO-ARABE

Samedi 13 - dimanche 14 octobre 1973

La guerre entre dans sa deuxième semaine et les combats acharnés se poursuivent sur les deux fronts. Les armées arabes paraissent décidées à conserver coûte que coûte les territoires libérés durant la première semaine de guerre. La situation militaire ne s'est guère améliorée pour les troupes sionistes qui continuent à subir de lourdes pertes. Aussi, les Américains, par la bouche de Kissinger avancent l'idée d'un cessez-le-feu sur place, changeant d'attitude puisque jusque là, ils soutenaient Israël dans son exigence d'un cessez-le-feu sur les lignes d'avant le 6 octobre.

C'est là une concession qui passe un peu inaperçue, tant il est peu probable qu'à ce moment les Arabes acceptent un cessez-le-feu qui n'aurait pour effet que de sauver Israël d'une défaite.

Sur le front Sud : les troupes égyptiennes contrôlent tout le Canal sur une largeur de 15 km. L'un des derniers postes sionistes sur le Canal a cédé aujourd'hui et ses occupants, au nombre de 37 dont 5 officiers, se sont rendus.

Dimanche matin, les Egyptiens lancent une offensive terrestre sur tout le front et une grande bataille de blindés commence.

L'aviation sioniste continue à subir de très lourdes pertes face au réseau défensif égyptien : 200 appareils ont été abattus dans le Sinaï. Les égyptiens révèlent qu'ils détiennent 1000 prisonniers dont 43 pilotes.

Dayan garde cependant un optimisme de circonstance en affirmant "la bataille décisive sur le Sinaï n'a pas encore été engagée" et il ajoute menaçant "l'on y arrivera bientôt et à ce moment là je ne voudrais pas être à la place du haut commandement égyptien."

Sur le front Nord : l'offensive sioniste a été stoppée et les Syriens continuent d'occuper des positions fortes au nord du Golan, notamment autour du Mont Hermon. Certaines positions perdues au cours de l'offensive sioniste sont reprises d'assaut, par exemple Abou Nida. Les généraux israéliens ne parlent plus d'occuper Damas et leurs propagandistes trop zélés ne savent plus quoi dire pour expliquer la résistance farouche de l'armée syrienne dont l'état major israélien avait pourtant déclaré qu'elle était hors de combat.

La vérité sur la situation militaire commence à percer à travers les mensonges de la presse pro-sioniste et ainsi les journalistes finissent par reconnaître "qu'au niveau des premières lignes, l'impression est assez nette de se trouver encore environné de positions syriennes retranchées sur les collines, une situation qui bien sûr ne va pas sans inconvénient". Tous les témoignages émanant de la capitale syrienne font état d'une grande mobilisation populaire : le peuple de Damas attend de pied ferme les envahisseurs sionistes. Ces derniers se contentent de multiplier les agressions aériennes contre les objectifs civils ; c'est ainsi que les ports de Lattaquié et de Tartous sont à nouveau bombardés. Un bombardement de l'aéroport de Damas cause la destruction d'une vingtaine de maisons, ainsi que d'une école de sourds-muets : 95 victimes civiles.

De leur côté, les Palestiniens intensifient leurs actions de harcèlement sur les arrières de l'ennemi en Palestine occupée. On peut citer des attaques à la roquette d'une usine d'armement près de Beït Achmis, le pilonnage d'un camp militaire près de Djebel Chikh, une bombe à Naplouse et, enfin, à Tel-Aviv même l'explosion de deux bombes dans des usines d'armement, ce qui provoque un début de panique.

Le soutien américain aux sionistes se fait au grand jour : des phantoms et des Sky Hawk provenant en droite ligne des porte-avions de la VIème flotte U.S. sont utilisés par l'armée israélienne pour remplacer les appareils détruits sans prendre même le temps de les marquer à ses propres armes. Les services d'espionnage et les avions de reconnaissance des Etats-Unis redoublent d'activité pour transmettre à l'état major sioniste les informations militaires qui leur sont nécessaires pour coordonner leurs actions. Des avions de type 5 R 71 A volant à 25000 mètres sont abattus par la D.C.A. égyptienne.

Dans le camp arabe, la solidarité reste toujours au niveau des mots. Seuls quelques gestes symboliques sont faits. C'est ainsi que le gouvernement jordanien décide d'envoyer un contingent sur le front syrien, ce qui n'est qu'une manœuvre pour atténuer le mécontentement grandissant de la population jordanienne qui exige un engagement de Hussein dans le combat et l'ouverture d'un front sur le Jourdain.

Le Koweït à son tour annonce l'envoi de troupes vers la Syrie. Là encore, il s'agit surtout de ne pas mécontenter les ouvriers du pétrole de ce pays qui sont en grande majorité d'origine palestinienne.

Boumédiène se rend à Moscou où il a des entretiens avec les dirigeants soviétiques au terme desquels "les deux parties ont confirmé leur volonté de contribuer par tous les moyens à la libération des territoires occupés." Cette visite éclair de Boumédiène confirme le fait que le gouvernement algérien limite son soutien aux peuples arabes en lutte, à une action diplomatique. Les déclarations et les déplacements de dirigeants algériens n'ont pas d'autre but que de calmer l'impatience des masses algériennes qui cherchent le moyen d'apporter leur contribution au combat arabe.

D'après le journal "Evening News", l'U.R.S.S. préparerait un plan visant à instaurer le cessez-le-feu et à rouvrir le Canal de Suez. Si cette information est confirmée, on comprendrait alors l'intérêt de l'Union Soviétique pour "une solution pacifique", car elle serait la grande bénéficiaire de la réouverture du Canal de Suez qui permettrait à sa flotte de passer rapidement dans l'Océan Indien.

Pourtant, selon un diplomate polonais, ce serait les Américains qui auraient encouragé les égyptiens à reprendre le combat et cela pour trois raisons :

- 1) relancer la négociation après avoir dégagé le Canal de Suez ;
- 2) assurer l'existence d'Israël dans des frontières améliorées ;
- 3) provoquer la chute du gouvernement syrien jugé progressiste.

Lundi 15 octobre 1973

Devant la situation critique de l'armée israélienne, les Etats-Unis décident d'intensifier leur aide militaire et de développer leur soutien politique à Israël. Un pont aérien ininterrompu est mis en place : il achemine plus de 800 tonnes de matériel par jour. Les bases américaines d'Europe sont largement utilisées et leurs stocks servent au réapprovisionnement de l'armée sioniste. En l'espace de 48 heures, 600 avions de transport de type Galaxy, C 41, C 130 ont transité par la base américaine de Lagec aux Açores. Les avions militaires ne suffisant pas, les Américains ont loué des Boeing 707 aux compagnies privées.

Nixon déclare : "Nous pourrions intervenir au Proche-Orient. Comme nous l'avons fait au Liban en 1958, comme nous avons failli le faire en Jordanie en 1970, comme nous l'avons toujours fait et comme nous le ferons toujours chaque fois que nos intérêts seront en jeu. Notre VIème flotte, nos "marines" sont prêts." On ne saurait être plus clair. Les Etats-Unis sont prêts à voler au secours de leurs alliés sionistes si le sort des armes leur est défavorable. Les masses arabes stupéfaites comprennent alors que l'impérialisme américain est prêt à leur faire la guerre directement si sa tête de pont israélienne s'avère incapable de résister aux attaques des armées arabes. Le danger américain, que beaucoup considéraient comme une vaine propagande des mouvements révolutionnaires, apparaît soudain dans sa réalité et dans sa brutalité. Un profond mouvement revendicatif se développe au sein des masses pour forcer les Etats arabes à définir clairement leur attitude face à l'impérialisme américain.

L'Arabie Séoudite déclenche ce que l'on appelle abusivement la guerre du pétrole et décide de le réduire de 5 % chaque mois tant que les territoires arabes occupés ne sont pas libérés. Parallèlement, les six états du Golfe Persique décident unilatéralement d'augmenter de 17 % le prix du brut, ce qui aurait pour effet d'accroître les impôts versés par les compagnies étrangères de 70 % (ce qui est somme toute une bonne opération pour ces états qui profiteront financièrement des sacrifices des soldats arabes).

L'OTAN, pour sa part, ne cache aucunement son soutien à Israël. Son secrétaire général déclare que les décisions pétrolières des pays arabes "se rapprochent d'un acte d'hostilité" tandis que la presse dévoile que depuis le 6 octobre les armements de l'OTAN stockés dans la base de Zedelgen en Belgique sont acheminés chaque jour vers Israël.

Sur le plan militaire, la journée du lundi est marquée par le renforcement des lignes égyptiennes sur le Canal et le développement de la deuxième phase de leur offensive visant le Col de Mitla et le Centre du Sinaï. Des commandos sont parachutés derrière les lignes adverses, tandis que des opérations navales se multiplient en Méditerranée et en mer rouge. Sur le Golan, les sionistes se heurtent à de violentes contre-attaques syriennes.

On apprend que les sionistes utilisent dans leurs bombardements les fameuses bombes à bille dont les Américains s'étaient servis dans leurs bombardements criminels du Nord Vietnam. Ces bombes, en explosant, projettent à mi-hauteur d'homme des milliers de petites billes d'acier qui provoquent des blessures souvent mortelles, agravant l'efficacité des bombardements dans les endroits peuplés.

L'opinion arabe s'étonne du manque de réaction des dirigeants égyptiens et syriens devant ces agressions barbares dont le but est de semer la terreur au sein de la population civile. Les états-majors arabes semblent se cantonner dans une "guerre propre" de matériel, alors que les sionistes n'hésitent pas à pratiquer une esclavage de la violence et à employer des armes de plus en plus meurtrières (napalm, bombes à bille) pour atteindre des victimes innocentes. La presse et la télévision montrent des images insoutenables de femmes et d'enfants atteints par ces engins. Ces atrocités ne suscitent aucune réaction au niveau international. On peut être sûr que si elles avaient eu lieu du côté arabe, on n'aurait pas manqué de dénoncer leur sauvagerie.

Les Palestiniens maintiennent leur pression dans les territoires occupés; à quoi l'armée sioniste répond par la répression. Ainsi, la ville de Ghaza a été complètement bouclée. Quant aux travailleurs palestiniens, ils continuent courageusement leur grève, boycottant les usines et les chantiers, malgré les opérations d'intimidation et la répression très dure qui les frappent.

Mardi 16 octobre 1973

La presse ne parle plus de l'offensive israélienne sur le Golan. Par contre, la grande bataille de chars qui se déroule dans le Sinaï est qualifiée de "plus grande bataille" de tous les temps. En Syrie, Homs est de nouveau bombardée.

Les dirigeants israéliens compensent le manque de réussite de leurs armées par des déclarations belliqueuses. Ainsi "*l'objectif israélien est très simple : repousser l'attaque ennemie et briser son appareil militaire*". "*Cette guerre se poursuivra autant qu'il le faudra pour remporter la victoire*". "*Le cessez-le-feu n'interviendra que lorsque les armées arabes seront défaîtes.*"

Manifestement, les Israéliens recherchent un succès psychologique et préparent l'opinion à une de ces ruses dont ils ont l'habitude. C'est ainsi que l'on annonce que les troupes sionistes ont réussi une percée au niveau du grand lac Amer et ont traversé le Canal dans le sens est-ouest. Cette information est démentie par les Egyptiens qui parlent d'une opération de commandos comme il y en eût les jours précédents.

La journée du mardi est marquée par l'important discours de SADATE devant l'assemblée du peuple égyptien. Il propose un plan de paix en cinq points :

1) "Nous sommes prêts à accepter un cessez-le-feu sur la base d'un retrait immédiat des forces israéliennes de tous les territoires arabes occupés depuis juin 1967. Cette opération se déroulerait sous une supervision internationale."

2) "Je suis également disposé à participer à une conférence internationale sur la paix dans le cadre des Nations Unies. J'essaierai de convaincre mes frères de combat, ainsi que les représentants du peuple palestinien afin qu'ils participent avec la communauté internationale à l'instauration d'une paix basée sur le respect des droits légitimes de tous les peuples de la région."

3) "Nous sommes également disposés à cet instant même à procéder à la réouverture du Canal de Suez."

4) "Nous ne sommes pas disposés à accepter de vagues promesses, ni des formules élastiques destinées à geler à nouveau la crise, situation que nous rejettons."

5) "Ce que nous désirons actuellement, c'est la clarté, la clarté dans les fins et dans les moyens."

Dans ce même discours, SADATE a révélé que l'Egypte possédait des missiles El Zafer à longue portée, environ 300 km, mais qu'elle ne les utilise pas. Ce discours de SADATE constitue un tournant dans la guerre. En effet, les dirigeants égyptiens en confirmant officiellement qu'ils entendent maintenir le conflit dans un cadre limité et qu'ils sont prêts à négocier une paix et à reconnaître l'Etat d'Israël, donnent l'impression qu'ils ne sont pas décidés à faire la guerre jusqu'au bout et à suivre leurs adversaires dans l'escalade de la violence. Ce sont là des éléments extrêmement rassurants pour les troupes sionistes qui se trouvent alors encouragées dans leur politique d'agression. Il est à craindre que l'effet de ce discours n'ait pas été très positif au niveau des troupes égyptiennes engagées dans la guerre à qui l'on demande de mourir pour des objectifs qui ne résolvent pas le fond du problème. Face à un ennemi qui parle de "leur briser les os" et qui passe d'ailleurs aux actes au niveau des populations civiles sans défense, on leur demande de faire preuve de magnanimité !

Mercredi 17 octobre 1973

La guerre continue de faire rage sur les deux fronts. Pourtant, l'état-major sioniste concentre ses efforts sur le front du Canal. Les Américains poursuivent leurs envois de matériel et de munitions. Ainsi, de samedi à mercredi, plus de 1500 avions de transport américains se sont posés en Israël. Les bombes à bille qui portent l'inscription "U.S. AIR FORCE" dont les journalistes ont pu voir les débris dans la région de Tanta ont vraisemblablement été livrées parmi ce matériel.

L'agence palestinienne Wafa annonce que 107 opérations de commandos ont été lancées par les Palestiniens depuis le 6 octobre. La grève des travailleurs palestiniens des territoires occupés se poursuit.

Au niveau des états arabes, une décision est rendue publique par les pays producteurs de pétrole. Il s'agit de réduire leur production de 5 % tous les mois "jusqu'à la libération totale des territoires occupés par Israël en 1967 et au rétablissement du peuple palestinien dans ses droits."

Les quatre ministres des Affaires étrangères d'Algérie, de Koweït, du Maroc et de l'Arabie Séoudite ont eu des entretiens avec Nixon. Le fait marquant de cette journée se situe au niveau diplomatique.

De grandes manœuvres internationales pour la préparation d'un cessez-le-feu ont commencé ; l'ambassadeur soviétique aux Etats-Unis Dobrinine s'entretient quotidiennement avec Kissinger. Ils préparent dans la bonne humeur, si on en juge par les photos, un projet de résolution.

De son côté, Kossiguine se rend au Caire où il rencontre les responsables égyptiens dans le but d'aboutir à une position commune pour un éventuel cessez-le-feu.

Jeudi 18 octobre 1973

La grande bataille de chars où s'affrontent 2000 engins blindés se poursuit dans la partie centrale du front du Sinaï. Le général Azzeddine Mokhtar annonce que depuis le 6 octobre, 492 chars et 269 avions sionistes ont été détruits, ainsi que 15 hélicoptères et 15 unités de marines.

Le bilan des pertes sionistes sur les deux fronts est déjà très lourd : plus de 900 chars détruits et 400 avions de toute catégorie abattus ; quant au nombre des tués et blessés, il dépasse 6000. Cela n'empêche pas Dayan de continuer d'afficher son mépris pour les soldats arabes. D'après lui, "les égyptiens combattent avec entêtement ; ils ont de bonnes armes, mais (il ne croit pas) que les soldats soient aussi bons qu'elles." Les autres chefs sionistes reviennent sans cesse sur le thème d'une victoire très proche. L'un d'eux annonce "un renversement décisif de la balance des forces qui rendra possible la contre-offensive générale" et il ajoute "nous espérons que ce moment arrivera dans quelques jours." La presse pro-sioniste lui emboîte le pas et prépare les esprits. C'est

ainsi qu'un journaliste s'interroge "Est-ce le tournant de la guerre dans le Sinaï ?" Pourtant le front égyptien continue d'être aussi solide qu'au début de la guerre et ne cesse de se renforcer. Sur le front Nord, une nouvelle attaque syrienne a été lancée dans la nuit de mercredi à jeudi, ce qui a obligé les sionistes à reculer en plusieurs endroits.

Le commandement des forces palestiniennes indique que les Fedayin ont effectué plusieurs opérations à l'intérieur et à l'extérieur de la Palestine occupée au cours des deux derniers jours. Des blindés ont été détruits, des kibbouts ont été pilonnés à la roquette en Haute Galilée et des opérations ont eu lieu dans la région de Ghaza, comme la destruction en plusieurs points de la voie ferrée reliant la Palestine occupée au Sinaï.

Des tracts ont été distribués appelant la population à se soulever contre l'occupant. Face à cette résistance, la répression sioniste s'accentue. C'est ainsi que 15 travailleurs arabes ont été tués et mutilés pour avoir refusé d'arrêter la grève.

Au niveau des pays arabes, de nouvelles décisions sont prises en ce qui concerne le pétrole. Ainsi, l'Emirat d'Abou Dhabi décide de stopper toute exportation de brut vers les U.S.A. L'Union des Ouvriers du Pétrole exige des autorités du Koweit des mesures énergiques, en particulier la réduction de 50 % de la production pétrolière et la saisie totale des intérêts américains.

En Arabie Séoudite, des employés de l'ARAMCO au nombre de 1949, tous américains et conscients des intérêts américains dans la région, prennent position en ces termes : "le moins que les Etats-Unis puissent faire dans le conflit actuel, qui aurait pu être évité si Israël s'était plié aux résolutions des Nations Unies, est d'adopter une politique de neutralité." "Aider le gouvernement israélien dans la poursuite de sa politique expansionniste, ne se fait pas seulement au détriment des intérêts américains dans la région, mais irait également à l'encontre des principes fondamentaux de justice, d'honnêteté et de l'opinion internationale."

Quant aux déclarations des responsables arabes, elles ont pour but évident de préparer les esprits à une éventuelle négociation suivie fatalement d'une reconnaissance de l'état sioniste. L'Ambassadeur de Syrie à Paris annonce que "la Syrie est solidaire des propositions du président SADATE pour un cessez-le-feu et un règlement juste, durable et honorable du conflit israélo-arabe." Un haut responsable jordanien est encore plus explicite quand il déclare au journal "Le Monde" : "Jamais depuis la création d'Israël, les Arabes n'ont été autant disposés qu'aujourd'hui à admettre son existence, non seulement de facto, mais de jure. Jamais ils n'ont été aussi prêts psychologiquement à accepter au sein de la famille proche-orientale un état juif avec lequel des relations normales et mutuellement profitables seront établies."

Le soutien ouvert aux sionistes prend de l'ampleur. L'Agence TASS révèle que l'Afrique du Sud, Etat colonialiste et raciste, a "une participation concrète de plus en plus active à la guerre expansionniste menée par Israël contre l'Egypte et la Syrie." Une aide financière importante a été apportée par le gouvernement sud-africain qui lance une campagne de recrutement de volontaires pour aller combattre contre les Arabes.

Le Sénat et le Parlement américains ont, tous deux, voté des motions approuvant l'envoi d'armes à l'Etat sioniste en vue de "refouler l'agresseur". Il faut remarquer à ce sujet que le programme d'aide militaire américain évalué au début de la guerre à 700 millions de dollars a été largement dépassé depuis.

Au niveau de ces relations entre Etats, il faut noter que la guerre du 6 octobre a été l'occasion pour un certain nombre d'Etats africains de rompre leurs relations diplomatiques avec l'Etat sioniste (Tanzanie et Madagascar).

Cependant, les nouvelles les plus importantes de cette journée concernent les contacts entre les deux grands. Les rumeurs au sujet d'une résolution de cessez-le-feu se précisent tandis que Kissinger et Dobrinine synchronisent leurs idées "sur la nature d'un éventuel projet de résolution". Un diplomate soviétique à Londres parle de l'existence d'un plan de paix russe prévoyant "l'évacuation des territoires occupés en 1967 avec des modifications mineures de frontières". "Une garantie internationale accordée à Israël par les cinq membres du Conseil de Sécurité" ainsi que "le contrôle du cessez-le-feu par une force internationale comprenant Russes et Américains."

D'après certains diplomates arabes, les soviétiques auraient refusé de livrer aux armées égyptiennes et syriennes certaines armes offensives, en particulier des bombardiers stratégiques dans le but d'empêcher une extension du conflit. Par ailleurs, des informations révèlent que tout au long de la nouvelle guerre l'émigration de Juifs Soviétiques à destination de la Palestine occupée a continué : des milliers de citoyens russes de confession juive sont venus renforcer le camp sioniste, car la fameuse "loi du retour" leur donne la possibilité de bénéficier immédiatement de la nationalité israélienne et donc d'être enrôlés dans l'armée !

Vendredi 19 octobre 1973

L'activité diplomatique prend le pas sur les activités militaires qui semblent piétiner. Dans les couloirs de l'ONU, on parle déjà d'un cessez-le-feu. L'existence d'un plan de paix soviéto-américaine se confirme de plus en plus et il est clair que ce nouveau plan de paix ne fera aucune place à la question des Palestiniens.

Dans notre prise de position du 11 octobre 1973, nous envisagions l'hypothèse suivante (voir P.R.S. Information n° 45) :

*"LES GRANDES PUISSANCES ESTIMANT LA SITUATION TROP DANGEREUSE, IMPOSENT UN CESSEZ-LE-FEU SUR DE NOUVELLES LIGNES. DES CE MOMENT, L'HONNEUR ETANT SAUF, DES NEGOCIATIONS POURRAIENT S'ENGAGER ET DEBOUCHER SUR UNE SOLUTION. CETTE SOLUTION ENTERINERAIT DEFINITIVEMENT L'EXISTENCE DE L'ETAT D'ISRAEL ET SACRIFIERAIT LES INTERETS DU PEUPLE PALESTINIEN? LA DEMI VICTOIRE DES ARABES, EXPLOITEE HABILEMENT, PERMETTRAIT AUX DIRIGEANTS DE STABILISER LES LUTTES DE CLASSES POUR UN TEMPS DANS CETTE REGION. LES DEUX GRANDS POURRAIENT ALORS CONTINUER LEURS MANIPULATIONS EN SE PARTAGEANT LES ZONES D'INFLUENCE. LE PRIX DE CETTE SOLUTION SERAIT EVIDEMMENT LA REOUVERTURE DU CANAL DE SUEZ."*

*MAIS, DANS CE CAS, IL FAUDRA COMPTER AVEC LA RESISTANCE PALESTINIENNE QUI, BIEN QU'AYANT SUBI DE NOMBREUSES TENTATIVES DE LIQUIDATION, NOTAMMENT DE LA PART DES ETATS JORDANIEN ET LIBANAIS, EST LOIN D'ETRE LIQUIDE. LA CAUSE PALESTINIENNE QUI EST UNE CAUSE JUSTE TROUVERA TOUJOURS DES COMBATTANTS. UNE TELLE SOLUTION NE POURRAIT DEBOUCHER SUR LA PAIX. ELLE AURAIT PAR CONTRE LE DESAVANTAGE POUR ISRAEL D'ENTERINER UNE DEMI-DEFAITE ET UN RECOL DEVANT LES ARABES, CE QUI EST POUR LUI UN ENGRANGEMENT AUQUEL IL CHERCHERA A ECHAPPER PAR TOUS LES MOYENS."*

Cette solution que nous considérons comme la plus défavorable au mouvement révolutionnaire semble, compte-tenu de la pression grandissante des deux grands et du refus de s'engager davantage des Etats Arabes, être la solution vers laquelle on s'oriente. Reste un problème : Israël pourrait-il accepter un cessez-le-feu sur une demi-défaite ?

En réalité, pendant que les Américains parlent avec leurs frères russes du cessez-le-feu, ils continuent d'envoyer du matériel et des armes à l'Etat sioniste. Il semble notamment que du matériel anti-fusées SAM est acheminé très rapidement. Nous arrivons, au niveau des alliances internationales, à la situation suivante :

- d'une part, les Américains intensifient leur soutien à Israël. Nixon demande au Congrès de lui voter un crédit de deux milliards de dollars pour financer les envois d'armements. Israël reconstitue immédiatement les forces perdues.

- de l'autre côté, les Soviétiques qui refusent de se laisser entraîner plus loin raréfient leurs envois et accentuent leurs pressions sur les Arabes pour qu'ils capitulent encore une fois.

Les choses se précisent un peu plus quand on apprend que Kissinger a été invité à Moscou pour parachever la mise au point de la résolution soviéto-américaine. Pourtant, sur le front, l'armée égyptienne continue de se battre avec courage et à stopper les troupes sionistes qui cherchent par tous les moyens à passer sur la rive ouest en contournant l'armée égyptienne de façon à consolider leurs positions sur le terrain en cas de cessez-le-feu.

Une campagne d'intoxication sans précédent est lancée par la presse pro-sioniste internationale qui parle d'une percée importante des troupes sionistes et qui prétend que le Caire est menacé. Sur le moment, on ne comprend pas à quoi riment

de telles allégations puisque les observateurs constatent que la percée israélienne est de faible importance et qu'en tout cas elle est contenue par l'armée égyptienne.

Quant aux Palestiniens, le Comité Exécutif de l'O.L.P. décide d'intensifier les actions de guérilla. En Jordanie, la colère de la population se développe face à l'immobilisme de l'armée de Hussein. Des Palestiniens venant de Cisjordanie occupée racontent "qu'Israël a retiré toutes ses troupes qui stationnaient non loin des lignes du cessez-le-feu. Même les Nahalim, ces colonies agricoles de soldats-paysans établies le long du Jourdain depuis la guerre des six jours, ont été abandonnées par leurs occupants. Elles ont été pillées par des Palestiniens qui, après avoir fui la Cisjordanie en 1967, s'étaient établis sur la rive orientale de la rivière. Les voyageurs venant des territoires occupés assurent qu'aucun soldat israélien n'est visible entre Ramallah et le Jourdain."

Dans le domaine du pétrole, de nouvelles décisions interviennent. Après Abou-Dhabi, la Lybie décide d'interrompre ses livraisons à destination des U.S.A., en même temps qu'elle double pratiquement les prix affichés. L'Emirat d'El Qatar imite l'Arabie Séoudite et annonce qu'il réduira de 10 % sa production de brut.

Samedi 20 - Dimanche 21 octobre 1973

Les entretiens soviéto-américains en vue d'un cessez-le-feu se poursuivent à Moscou. Peu d'informations filtrent de ces entretiens.

La pression des pays Arabes, producteurs de pétrole, se fait plus forte. Huit pays ont, à ce jour, décidé de stopper leurs exportations à destination des U.S.A., tandis que l'Irak nationalise les parts hollandaises dans la compagnie irakienne.

Le gouvernement algérien emboîte le pas et décide de verser les recettes des rencontres sportives du week-end aux pays arabes directement engagés, en même temps qu'il renoue les relations diplomatiques avec le gouvernement de Hussein, bourreau des Palestiniens.

La République Centrafricaine, de son côté, rompt les relations avec l'Etat sioniste.

Sur le terrain, les troupes sionistes font le forcing. Les combats très violents se déroulent sur tous les fronts. Dans le Golan, on se bat à l'arme blanche sur le mont Hermon. Sur le front Sud, le général Narkiss prétend "qu'Israël est maintenant capable d'éliminer la présence égyptienne sur la rive orientale du Canal, mais pour éviter de perdre des vies humaines, il serait préférable de contraindre les troupes égyptiennes à se retirer sans combat."

La propagande sioniste se déchaîne : des bulletins de victoire se succèdent à un rythme accéléré ; l'armée égyptienne aurait perdu 70 % de son potentiel, elle serait en déroute sur la rive ouest ...

Cette guerre psychologique a des objectifs précis. Les Israéliens préparent, à leur façon, le cessez-le-feu. Informés par leurs alliés américains de son imminence, ils mettent en place leurs dispositifs. Les généraux arabes, vraisemblablement découragés par les grandes manœuvres diplomatiques, ne semblent pas avoir tiré les leçons des précédents cessez-le-feu.

Israël continue de recevoir du matériel américain Galaxy, C 41 et C 130, Boeing 707. continuent de façon ininterrompue leurs vols. Il s'agit surtout de munitions, de missiles Sol-Air, Air-Air, certains armements très perfectionnés sont fournis : missiles walleye munis d'une caméra de télévision, ce qui permet de modifier sa trajectoire. On apprend que les avions américains transitent par l'Iran, ce qui prouve une fois de plus la collusion du gouvernement iranien avec l'impérialisme américain contre les peuples arabes.

Zayyat, ministre des Affaires Etrangères, déclare à la télévision américaine : "La seule chose qui l'intéresse, c'est que l'Egypte retrouve ses frontières telles qu'elles étaient tracées à l'époque du mandat palestinien, c'est-à-dire comprenant le Sinaï et Charm El Cheikh, mais excluant la bande de Gaza.

2) L'Egypte est prête à accorder à Israël sa reconnaissance juridique et tout ce qu'Israël souhaitait avant la guerre de 1967.

3) L'Egypte rouvrirait le Canal de Suez à toute navigation, y compris la navigation israélienne." M. Zayyat va même plus loin en affirmant que "l'Egypte accepterait que des forces internationales, comprenant des forces américaines, garantissent la liberté de passage du Canal de Suez."

Lundi 22 octobre 1973

Une résolution soviéto-américaine est votée par le Conseil de Sécurité de l'ONU. Elle ordonne dans les douze heures un cessez-le-feu. Le Conseil de Sécurité :

1) "demande à toutes les parties aux combats actuels de cesser le feu et de mettre immédiatement fin à toutes activités militaires douze heures au plus tard après l'adoption de cette décision et ceci sur les positions qu'elles occupent présentement."

2) "demande aux parties intéressées de commencer immédiatement après le cessez-le-feu à appliquer la résolution 242 (1967) dans toutes ses dispositions."

3) "décide que, immédiatement et concurremment avec le cessez-le-feu des négociations s'engagent entre les parties intéressées sous les auspices appropriées et en vue d'établir une paix juste et durable dans le Proche-Orient."

L'Etat sioniste s'empresse d'accepter le cessez-le-feu. La Jordanie de même, (on se demande pourquoi). Par contre, l'Irak rejette le cessez-le-feu et les Palestiniens font une déclaration dans laquelle ils affirment que "la résolution du Conseil de Sécurité est un nouveau complot contre le peuple palestinien dont on veut étouffer les aspirations légitimes." L'Egypte hésite quelques heures avant de donner l'ordre à ses troupes de cesser le feu ; la réponse syrienne ne sera connue que le lendemain.

Que se passe-t-il alors sur le terrain ?

Le premier cessez-le-feu devait entrer en vigueur à 18 heures 52. A ce moment, on s'aperçoit que les troupes sionistes, loin de cesser le feu, lancent une nouvelle offensive. Des bombardements intensifs prennent pour cible les positions égyptiennes, tandis que les armées sionistes profitant de l'ordre de cesser le feu déferlent sur la rive occidentale du Canal de Suez et tentent d'occuper le plus de terrain possible.

Un journaliste du "Monde" confirme "cessez-le-feu ou pas, l'armée israélienne se dépêche." Mieux, la volonté de colonisation qui anime la soldatesque sioniste apparaît davantage dans cette exclamation d'un soldat israélien rapportée par ce même journaliste : "cela fait 17 jours qu'on attendait ce moment. Vous ne pouvez pas comprendre ce que c'est d'être là, en Afrique". Tout avait été prévu, y compris les bulldozers pour ouvrir des routes aux chars. Radio Le Caire rapporte "Israël a profité du cessez-le-feu pour occuper dans la nuit du 22 au 23 octobre quelquesunes de nos positions, notamment sur la rive occidentale du Canal. L'ennemi a employé à cette fin son aviation qui a bombardé nos forces."

Les forces israéliennes sont estimées, selon les services de renseignements américains, à 15 000 hommes et 500 blindés. Le journal "Le Monde" révèle que "quelques heures avant la fin théorique du combat et alors que Jérusalem avait accepté le cessez-le-feu, la radio israélienne continuait de diffuser des appels codés destinés à des réservistes."

Mardi 23 octobre 1973

Alors que la majeure partie de l'armée égyptienne est clouée sur place par l'ordre de cessez-le-feu, l'armée sioniste continue sa percée sur la rive occidentale du Canal avec l'intention nette et claire d'encercler la 3ème armée égyptienne.

Il s'agit pour les sionistes de s'installer sur la rive occidentale entre Ismaïlia et la ville de Suez, de façon à couper la route du Caire et d'isoler la 3ème armée qui se trouve stationnée sur la rive est entre les lacs Amer et le Delta de Suez.

Comme lors des précédents cessez-le-feu, la tactique des sionistes a été d'accepter immédiatement le cessez-le-feu pour mieux le violer. Ainsi, tout en manifestant aux yeux de l'opinion mondiale leur bonne volonté, les sionistes profitent de la démobi-

sation et du relâchement dans les rangs arabes pour redoubler d'efforts et conquérir du terrain.

Dans la nuit du 22 au 23, les israéliens qui avaient réussi à établir une "poche" en territoire égyptien, enfoncent certaines positions égyptiennes et lancent leurs blindés à toute allure au sud vers Suez, au nord vers Ismaïlia.

Le mardi matin, les Egyptiens se rendent compte de la ruse sioniste et essayent de résister, notamment la 3ème armée qui attend des ordres pour pouvoir se dégager. Israël n'hésite pas à dénoncer les violations du cessez-le-feu par les Arabes et reprend de plus belle son offensive qui lui permet d'atteindre Suez. Les Egyptiens semblent désemparés devant cette offensive, ils n'ont prévu aucune riposte et ils ne prennent pas les mesures qui s'imposent pour dégager leur troisième armée. Sadate, loin de compter sur ses propres forces et de faire face aux sionistes afin d'éviter que ceux-ci ne remportent une victoire sur le terrain, se contente de lancer des appels angoissés aux deux grands pour qu'ils interviennent et fassent respecter le cessez-le-feu. Ces derniers convoquent une nouvelle réunion du Conseil de Sécurité qui ordonne un deuxième cessez-le-feu pour le mercredi à 5 heures G.M.T.

"Le Conseil de Sécurité se référant à sa résolution 338 (1973) du 22 octobre 1973,

1) Confirme sa décision concernant la cessation immédiate de tout feu et de toute activité militaire, et demande instamment que les forces soient ramenées sur les positions qu'elles occupaient au moment où le cessez-le-feu a pris effet.

2) Prie le secrétaire général de prendre des mesures pour envoyer immédiatement des observateurs de l'Organisation des Nations unies superviser l'observation du cessez-le-feu entre les forces d'Israël et de la République arabe d'Egypte, en utilisant à cette fin le personnel de l'Organisation des Nations unies se trouvant actuellement au Proche-Orient et au premier chef le personnel se trouvant actuellement au Caire."

Cette deuxième résolution prévoit en outre l'envoi d'une force de sécurité, mais ne dit pas par qui elle sera composée. La nuit est mise à profit par l'Etat major sioniste pour consolider ses positions sur la rive ouest. Des troupes fraîches et du matériel neuf traversent en masse le Canal et sont dirigés vers Suez qu'ils contournent, coupant ainsi la 3ème armée égyptienne de la route du Caire.

Le mécontentement est très vif au sein de l'armée égyptienne. Un journaliste de l'Agence "Reuter" présent mardi soir sur le front du Sinaï rapporte ces propos de combattants égyptiens : "Nous voulons continuer à les frapper. Nous n'allons pas bouger d'ici. Nous voulons reprendre en entier le Sinaï pour que vous puissiez le visiter un jour." Le commandant Wassel de la 3ème armée égyptienne veut reprendre le contrôle de la route reliant Suez au Caire. Les masses égyptiennes manifestent leur volonté de poursuivre la guerre et se déclarent hostiles au cessez-le-feu. C'est ainsi que selon "Le Monde" les ouvriers du pays étaient déterminés "à poursuivre la bataille jusqu'à la libération totale des territoires occupés." Sadate ne tient pas compte de cette volonté populaire. Il se contente de masquer sa politique défaitiste et capitulationniste par un respect scrupuleux du cessez-le-feu. Ses troupes reçoivent l'ordre de geler leurs positions et de ne pas bouger.

Sur le front du Golan, un combat aérien oppose Syriens et Israéliens, tandis qu'Israël continue à bombarder les objectifs civils en territoire syrien. Les combats font rage autour du Mont Hermon. Après 24 heures d'hésitations, les Syriens acceptent le cessez-le-feu :

"La direction du comité central du Front progressiste national a examiné la résolution 338 du Conseil de Sécurité de l'O.N.U., en prenant en considération les facteurs suivants :

- 1) La situation arabe et internationale découlant de la résolution ;
- 2) Les résultats des échanges de vues avec les rois et chefs d'Etats arabes ;
- 3) Les résultats des contacts avec l'Union Soviétique, ainsi que les éclaircissements et les garanties obtenus par ces contacts ;
- 4) Les assurances reçues par la République arabe d'Egypte concernant les garanties des droits arabes.

La direction centrale a décidé d'accepter la résolution du Conseil de Sécurité, estimant qu'elle implique un retrait des forces israéliennes de tous les territoires arabes occupés en juin 1967 et ultérieurement, et la sauvegarde des droits nationaux du peuple palestinien."

Seule la résistance palestinienne maintient une activité offensive dans le nord de la Palestine occupée.

Mercredi 24 octobre 1973

Dayan propose au Caire un cessez-le-feu à 7 heures du matin, au moment même où un communiqué militaire israélien fait savoir que la ville de Suez est entièrement encerclée par les troupes sionistes. La "poche" israélienne s'étend maintenant, de source israélienne, sur une longueur de 70 km et une profondeur de 30 à 40 km.

Pourtant, les sionistes n'appliquent pas le cessez-le-feu. Ils continuent leur offensive et finissent par encercler la 3ème armée, malgré quelques contre-attaques de cette dernière. Au sud de Suez, le port égyptien d'Abadiya est pris à la suite d'un débarquement israélien. Des combats très violents ont lieu au cours desquels les égyptiens affirment avoir détruit 13 blindés et abattu 8 mirages. "Certains de ces mirages appartiennent à l'armée de l'air d'un pays étranger." Il s'agirait d'avions revendus par l'Afrique du Sud à Israël.

Sadate donne l'ordre à son ministre des Affaires Etrangères de "demander la convocation immédiate du Conseil de Sécurité et d'exiger l'envoi de troupes américaines et soviétiques pour superviser le cessez-le-feu." L'Etat major sioniste, de son côté, nie avoir rompu le cessez-le-feu et prétend qu'il est respecté partout. Les observateurs de l'O.N.U. qui se trouvent surtout dans la zone du front entre Port Saïd et Ismaïlia ne peuvent intervenir.

En fin de journée, le porte-parole militaire israélien déclare que les routes et chemins de fer reliant le Caire et Ismaïlia "ont été coupés", que la 3ème armée n'a plus d'autre issue que de se rendre. Des tracts sont d'ailleurs lancés sur les troupes égyptiennes leur demandant de se rendre aux israéliens.

Moshé Dayan triomphe : "Les Arabes ont fait un effort énorme auquel ils se sont préparés pendant des années. Si même après cela ils ne sont pas parvenus à imposer une solution militaire, il ne reste plus que la solution politique." Et il ajoute : "Israël n'est plus un danger, c'est l'Egypte qui l'est maintenant." Il réaffirme les visées expansionnistes d'Israël "certes, en ce qui nous concerne, nous pouvons rester sur les lignes actuelles aussi longtemps qu'il le faudra." Point de vue confirmé par Abba Eban qui précise "qu'Israël ne reviendra jamais sur les positions d'avant la guerre des Six Jours."

Dans la soirée de mercredi, la demande égyptienne d'une intervention des deux grands se fait plus insistant. Les Etats-Unis font savoir qu'ils n'ont aucune intention d'intervenir, ni de permettre aux Russes d'intervenir. Les Soviétiques menacent d'envoyer des forces. Le ministre égyptien Zayyat déclare à la télévision américaine que l'Egypte ne revendique plus la bande de Gaza et qu'elle est prête à accorder à Israël une reconnaissance juridique et "tout ce que l'Etat d'Israël souhaitait avant la guerre de 1967."

Jeudi 25 octobre 1973

Nixon qui doit ce jour là s'expliquer sur l'affaire du Watergate, trouve une occasion en or pour dramatiser la situation, créer une diversion, tenter de refaire l'unanimité autour de lui et en fin de compte, gagner du temps pour Israël afin qu'il consolide ses positions. A 2 heures du matin, l'armée des Etats Unis est mise en état d'alerte et les Américains réaffirment qu'ils n'admettront pas d'intervention directe des Soviétiques. Ces derniers reculent et prétendent qu'ils n'ont jamais eu l'intention d'envoyer unilatéralement des troupes au Moyen-Orient (ce qui est vrai).

Tout au long de la journée de jeudi, l'opinion mondiale s'interroge sur la signification de l'alerte américaine. Pendant ce temps, Israël consolide ses positions sur la rive ouest. Un conseiller de Sadate confirme officiellement : "les forces israéliennes se trouvaient jeudi à midi à hauteur de la base aérienne d'Abou Suweir à 16 km à l'ouest d'Ismaïlia et à moins d'une centaine de km à vol d'oiseau du Caire. Au même moment, elles atteignaient Basta El Hamira, point situé sur la route Le Caire-Suez à 102 km à l'est de la capitale."

Les milieux politiques égyptiens commencent déjà à préparer l'opinion égyptienne.

tienne à la défaite, avançant certaines explications pour justifier leur incapacité. C'est ainsi qu'on met en cause tel "contingent inexpérimenté d'un allié arabe qui n'aurait pas réussi à entraver la percée israélienne", ou encore "l'utilisation par Israël de gaz aveuglants", comme "la présence d'espions sionistes, porteurs de faux passeports marocains". Enfin, certains journalistes expliquent que les sionistes ont réussi à traverser le Canal de Suez en employant une ruse : ils auraient utilisé des chars pris aux Syriens en 1967 et même des uniformes égyptiens, ce qui, compte-tenu du brouillard, leur aurait permis de créer une "poche" sur la rive ouest à partir du 16 octobre.

Toutes ces explications ne sont pas valables. La percée sioniste a démontré clairement le manque de vigilance de l'Etat major égyptien qui pourtant ne peut pas prétendre avoir été surpris. En effet, dès la deuxième semaine de combat, les sionistes préparaient leurs attaques sur la rive ouest en publiant des communiqués annonçant à l'avance leur passage sur le territoire égyptien. Le "Nouvel Observateur" du 15 octobre annonçait l'intention de l'Etat major sioniste de "prendre du territoire égyptien et syrien pour pouvoir le restituer noblement au moment du cessez-le-feu. Ici, presque personne n'envisage autre chose qu'un rétablissement sur les lignes du 6 octobre à 13 h. 50."

La fausse crise soviéto-américaine prend fin dans la journée de jeudi à la suite d'une proposition de huit pays "non alignés" qui demande la création d'une "force d'urgence" chargée de contrôler l'observation du cessez-le-feu. Cette force d'urgence ne comprendra pas de troupes des membres permanents des conseils de sécurité, ce qui permet d'éliminer la présence de Soviétiques. Israël exige, en outre, qu'elle ne comprenne pas de troupes venant de pays qui n'entretiennent pas de relations diplomatiques avec elle.

Sadate explique qu'il a accepté le cessez-le-feu du 22 octobre parce qu'il considérait que l'assistance militaire américaine à Israël équivalait à "un engagement direct des U.S.A. dans le champ de bataille", ce qui est juste, mais qui ne l'empêche pas de faire appel à ces mêmes U.S.A. pour faire pression sur leurs alliés et aider l'Egypte "à reconstruire le pays après la guerre".

Vendredi 26 octobre 1973

Prenant prétexte du naufrage d'un pétrolier dans les eaux de Suez (on devait apprendre plus tard qu'il avait sauté sur une mine), l'armée sioniste viole encore une fois le cessez-le-feu et lance une grande offensive contre la ville de Suez. L'"A.F.P." dans une dépêche, fait savoir que les troupes israéliennes ont pénétré dans certains quartiers de la ville où elles rencontrent une vive résistance.

A New York, le ministre égyptien Zayyat demande la réunion du Conseil de Sécurité et confirme que les sionistes ont lancé plusieurs attaques terrestres et aériennes contre Suez. Il admet, en outre, que le ravitaillement de la 3ème armée est coupé, y compris l'eau potable. Il accuse enfin Israël d'avoir refusé le passage d'une caravane de camions chargée de médicaments et de plasma sanguin envoyé par la Croix Rouge. Sur le front du Golan, le calme règne toujours.

Les Egyptiens seront contraints, suprême humiliation, de négocier directement avec les israéliens au km 101 de la route Suez-Le Caire pour pouvoir envoyer du sang aux blessés de la 3ème armée.

-----

LE PETROLE  
UNE ARME POUR LES PEUPLES ARABES  
OU UN MOYEN DE CHANTAGE DES DIRIGEANTS  
POUR AUGMENTER LEURS ROYALTIES ?

Les Etats arabes producteurs de pétrole agitent aujourd'hui "l'arme du pétrole", laissant entendre qu'ils manifestent ainsi leur solidarité avec les peuples du Moyen-Orient victimes de l'agression impérialo-sioniste. Or, pendant les combats, cette solidarité n'avait pas été plus loin que l'envoi de contingents symboliques ou de matériel, quand elle ne s'était pas limitée à des discours vengeurs sans portée pratique. Les Etats arabes auraient-ils décidé aujourd'hui de radicaliser leurs positions à l'égard des pays impérialistes ? Il faut y regarder de plus près. Commençons par revoir la chronologie des événements dans ce domaine.

Dimanche 7 octobre 1973 : l'Irak annonce la nationalisation des parts (23,75%) des compagnies américaines : Exxon et Mobil de la Basrah Petroleum.

Mardi 9 octobre 1973 : les négociations entre les Etats membres de l'OPEP et les compagnies pétrolières internationales, ouvertes le lundi 8 à Vienne, sont suspendues. Ces négociations prévues avant la nouvelle guerre, devaient porter sur le relèvement du prix du pétrole. Cet objectif, on le sait, sera atteint, mais sans négociation.

Le Koweït demande, de son côté, une réunion d'urgence des Etats membres de l'OPEP. La presse des Etats arabes parle de l'utilisation de l'arme du pétrole contre les Etats-Unis.

Mardi 16 octobre 1973 : réunis au Koweït, les Etats membres de l'OPEP décident de relever de 17 % le prix réel du pétrole brut. Ils demandent en outre que les prix affichés soient désormais calculés à partir du prix réel.

Mercredi 17 octobre 1973 : les Etats arabes exportateurs décident de réduire d'au moins 5 % par mois leur production et cela jusqu'à ce que "les territoires occupés par Israël en 1967 soient libérés et le peuple palestinien rétabli dans ses droits", cette restriction devant être "dirigée en priorité contre les U.S.A." Les jours suivants, l'Arabie Séoudite, Abu Dhabi, Koweït, la Libye, l'Irak, l'Algérie, Dhubaï et Bahreïn arrêtent leurs exportations vers les U.S.A. Six d'entre eux (Arabie, Abu Dhabi, Qatar, Koweït, Libye, Algérie) réduisent de 10 % leur production.

Dimanche 20 octobre 1973 : l'Irak annonce la nationalisation de la part hollandaise de la Shell dans la Basrah Petroleum Company, reprochant à la Hollande son attitude ouvertement pro-israélienne. Les autres Etats arabes suivent en arrêtant l'approvisionnement de la Hollande. Il s'agit de 60 % des 23,75 % détenus par la Shell, la part anglaise n'étant pas touchée.

John Conally déclare que les mesures prises par les Etats arabes sont une bonne chose pour les U.S.A., car elles les forcent à se lancer "dans un programme accéléré de développement des ressources énergétiques."

La Libye décide d'augmenter le prix affiché du pétrole libyen. Il passe de 4,604 dollars à 8,925 dollars.

Lundi 22 octobre 1973 : le cessez-le-feu n'arrêtera pas la guerre du pétrole.  
POURQUOI CES MESURES ?

A notre avis, elles répondent à deux préoccupations. Il est évident que les décisions des Etats arabes, aussi démagogiques qu'elles puissent être, ne remettent

pas en cause fondamentalement leur liaison avec l'impérialisme. Mais, elles répondent à la prise de conscience des masses arabes, du caractère hideux et agressif de l'impérialisme, celui des Etats-Unis en particulier. Il était difficile, dans ces conditions, de continuer à entretenir des relations normales avec ce dernier pays. Il fallait donc donner le change en agitant "l'arme du pétrole". On peut donc dire ici que cette arme est d'abord utilisée pour désarmer les luttes des masses populaires. Remarquons à ce sujet qu'une grande partie des travailleurs du pétrole au Koweït sont Palestiniens. Dans notre article sur les intérêts américains en Algérie, nous mettrons d'ailleurs en évidence la duplicité des dirigeants algériens en ce domaine.

D'un autre côté, les Etats arabes ont surtout voulu profiter de conditions particulièrement favorables pour augmenter leurs ressources pétrolières. La guerre au Moyen-Orient leur aura permis d'accroître les prix sans négociation avec les compagnies occidentales (négociations qui devaient s'ouvrir à Vienne). L'Iran, qui soutient pourtant la politique des Etats-Unis, leur a d'ailleurs emboîté le pas en augmentant à son tour le prix de son pétrole.

Pour rendre effective cette augmentation du prix réel du brut et, compte-tenu du fait que la majeure partie de la production est contrôlée par les compagnies internationales (1), les Etats arabes n'ont que deux moyens à leur disposition :

- augmenter les prix affichés, ce qui poussera les compagnies à augmenter le prix du brut pour compenser leurs dépenses en impôts ;
- réduire la production pour augmenter les prix par la diminution de l'offre sur le marché.

Les Etats arabes ont joué sur les deux tableaux. Nous sommes donc loin de la lutte des peuples arabes et du conflit du Moyen-Orient. Profitant d'une conjoncture où l'impérialisme était en difficulté, les classes dirigeantes arabes ont surtout voulu améliorer les conditions dans lesquelles elles livrent leur pays à l'exploitation capitaliste et cela à leur seul profit.

Aussi, doit-on se poser la question : dans quelle mesure le pétrole est une arme ?

Les dix pays arabes, exportateurs de pétrole, détiennent environ 55 % des réserves mondiales et réalisent 30 % de la production. Ce pétrole est presque entièrement consommé par les Etats de l'Europe Occidentale, de l'Amérique du Nord et du Japon. Ces derniers pays ne détiennent que 8 % des réserves mondiales et ne réalisent que 25 % de la production actuelle. Un arrêt de l'approvisionnement en pétrole à partir des Etats arabes aurait pour les pays capitalistes des conséquences très graves : réduction de la production industrielle et des transports par manque d'énergie, d'où accroissement du chômage. Cela pourrait mettre en difficulté l'existence même du capitalisme. Mais, il y a plus. Si les Etats-Unis n'importent des pays arabes qu'une faible partie de leur propre consommation, c'est par contre les sociétés américaines qui contrôlent les circuits d'approvisionnement en hydrocarbures originaires du monde arabe. Que cet approvisionnement vienne à cesser, et c'est une source de profits considérables qui serait tarie, mettant en difficulté tout le système impérialiste dont l'existence repose sur ces profits.

Mais, pour que l'arme du pétrole soit efficace, il faut un arrêt total et définitif de la production dans les pays arabes, ce qui ne peut être envisagé que par la rupture des liens avec l'impérialisme. Or, ces liens sont à la base de la constitution et de l'enrichissement des bourgeois au pouvoir. Une rupture ne saurait donc être envisagée que par la destruction de ces pouvoirs dans le cadre d'un processus révolutionnaire.

=====

(1) 11% seulement des exportations de pétrole arabe sont contrôlés par les Etats arabes.

PRIX AFFICHES  
ET PRIX REELS

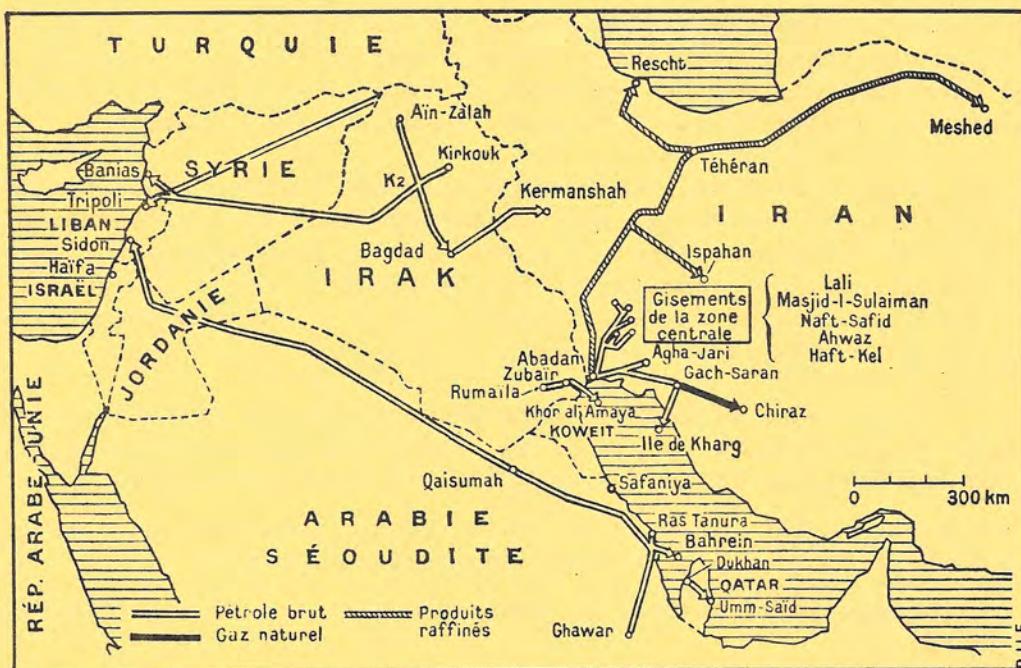
La décision prise le 16 octobre par les pays membres de l'O.P.E.P. de relever le prix affiché des pétroles bruts exportés par les pays du Golfe a donné lieu à des informations parfois contradictoires et souvent erronées. Il a été à plusieurs reprises question, en particulier, d'une augmentation des prix du brut de 17 % qui déboucherait sur une augmentation de 70 % des redevances perçues par le pays exportateur.

Qu'en est-il au juste ? Dans un premier temps, les pays exportateurs de pétrole ont imposé aux sociétés exploitantes que le calcul des redevances soit effectué non pas sur le prix de facturation — dit prix réel —, qui pouvait varier suivant les fluctuations du marché, mais sur un prix conventionnel supérieur au prix réel — dit prix affiché.

Le but de l'opération était double : d'une part, stabiliser les recettes d'autre part, se garantir contre les opérations de camouflage que permet le caractère « intégré » de l'industrie pétrolière.

Dans la plupart des cas, en effet, les sociétés pétrolières contrôlent la totalité du circuit, depuis l'extraction jusqu'à la pompe de distribution. Elles ont donc la possibilité de situer leurs bénéfices en un point quelconque de ce circuit, par exemple au niveau du raffinage, qui échappe complètement au contrôle du pays producteur, dont les intérêts se trouvent ainsi lésés.

Par la suite, les accords de Téhéran ont permis une revalorisation des prix affichés en établissant ceux-ci 40 % plus chers que les prix du marché de l'époque. Mais la pression de la demande et l'inflation mondiale jouant, ces 40 % de différence se



Les principaux pipe-lines de pétrole brut, de produits raffinés et de gaz naturel du Moyen-Orient

## Le poids du pétrole arabe

(Production en millions de tonnes en 1972)

● Arabie saoudite .....	285
● Iran .....	254
● Koweït .....	152
● Libye .....	105
● Irak .....	67
● Algérie .....	52
● Abou Dhabi .....	50
● Divers .....	75
	1 040

Le milliard de tonnes de production de pétrole arabe couvre les importations :

- de la France à 85 % ;
- du Japon à 85 % ;
- de l'Europe à 60 % ;
- des Etats-Unis à 5 %.

Il représente 40 % de la production mondiale de 2,5 milliards de tonnes. Il se compare avec les productions :

- Etats-Unis : 530 millions de tonnes ;
- U.R.S.S. : 400 millions de tonnes ;
- Amérique latine : 250 millions de tonnes ;
- Chine : 30 millions de tonnes ;
- Europe occidentale : 15 millions de tonnes.

### RESERVES POTENTIELLES (en milliards de dollars)

● Moyen-Orient .....	115
● Amérique .....	65
● U.R.S.S. et Europe de l'Est....	30
● Afrique .....	30
● Asie .....	30
● Europe .....	5

(*Le Nouvel Observateur*)

trouvaient peu à peu grignotés. Aucune indexation automatique n'étant prévue, les prix affichés restaient inchangés tandis que les prix réels augmentaient. Cette situation amena des pays comme l'Algérie, l'Irak et le Venezuela à imposer l'indexation et donc à fixer les prix affichés de leur pétrole à 40 % au-dessus des prix réels. Ils ne pouvaient quère faire autrement. Ces pays ont be-

soin, à des degrés divers, de la totalité de leurs ressources pétrolières pour financer leur industrialisation dont le prix augmente au rythme de l'inflation mondiale.

Il n'en allait pas de même pour les pays du Golfe, dont les ressources sont supérieures à leurs capacités d'investissement, d'où une accumulation constante d'importants surplus financiers.

Peu à peu, cependant, les prix affichés se trouvaient, dans ces pays, ramenés à un niveau inférieur aux prix réels :

moins de 3 dollars en moyenne pour les prix affichés contre 3,65 dollars pour les prix réels. La réunion qui s'est tenue à Vienne au début du mois d'octobre, et qui groupait pays de l'O.P.E.P. et sociétés productrices, avait pour but de mettre un terme à cette

anomalie. Elle n'a pas abouti, les sociétés pé-

trolières ayant refusé d'admettre le rajustement.

Voilà pourquoi les pays du Golfe ont décidé unilatéralement de revenir à la situation normale, et donc de fixer leurs prix affichés 40 % au-dessus des prix réels, soit 5,11 dollars pour un prix réel de 3,65 dollars. Par rapport à la situation qui prévalait avant cette décision, cela représente, suivant les pays, une hausse de 65 à 68 % des prix affichés.

UN EXEMPLE DE COMPAGNIE PETROLIERE INTERNATIONALE :  
L'ARAMCO (ARABIAN AMERICAN OIL COMPANY)

L'ARAMCO regroupe quatre compagnies américaines :

- la Standard Oil New-Jersey (Rockefeller). En 1968, elle réalisa un chiffre d'affaires de 93 milliards de francs avec une production de 272 millions de tonnes (la plus puissante du monde). Elle détient 30 % de l'ARAMCO.

- la Standard Oil de Californie, la Texaco et Mobil Oil qui sont représentées pour 30, 30 et 10 %.

Production

L'ARAMCO exploite une superficie de 1 750 000 km<sup>2</sup> (concession accordée en 1943 pour 50 ans) couvrant les champs d'Abqaiq, Ghawar et Safaniya (partiellement sous-marin) à l'est de l'Arabie Séoudite sur le Golfe Persique.

Les réserves connues sont de 12 milliards de tonnes, soit plus du cinquième des réserves mondiales.

l'ARAMCO a déjà produit 1,7 milliards de tonnes et en a produit 150 millions en 1969 avec 427 puits (7 % de la production mondiale) et 285 millions de tonnes en 1972.

Evacuation

Les trois-quarts de la production sont évacués par le port artificiel de Ras-Tanura. En 1969, 2 873 navires y ont chargé 110 millions de tonnes de pétrole. Le reste est acheminé par le pipe-line de la Tapline (propriété de l'ARAMCO) à travers l'Arabie, la Jordanie, la Syrie et le Liban vers le port méditerranéen de Sidon. Ce pipe a déjà été saboté plusieurs fois.

Le pétrole est destiné pour moitié à l'Europe. Notons que 40 % sont écoulés vers l'Asie. Les produits raffinés alimentent la guerre américaine en Indochine.

Royalties

L'Arabie Séoudite a perçu en 1969 un milliard de dollars en impôts (près de 600 milliards d'anciens francs), ce qui représente 85 % des ressources financières de l'Etat.

Position dans le pays

L'ARAMCO contrôle le "développement" du pays, y compris les écoles depuis le primaire jusqu'à l'universitaire. Il existe (ici aussi) un collège de pétrole : 3 000 étudiants, personnel à 95 % américain.

L'ARAMCO emploie 10 800 salariés dont 9 000 saoudiens. Ces derniers n'ont pas le droit de revendiquer : la grève est interdite. Un ouvrier gagne 60 000 A.F. par mois en moyenne et loge presque toujours dans un bidonville.

Notons que l'Arabie Séoudite a sa propre "société nationale" PETROMIN créée en 1962. Elle s'occupe de la distribution des permis de recherche aux sociétés américaines, japonaises, françaises et italiennes.

Le réseau de distribution local de l'ARAMCO a d'ailleurs été racheté. La PETROMIN négocie l'achat de deux ou trois pétroliers de 250 000 tonnes. Elle veut avoir son industrie pétrochimique. Une usine d'amoniaque de "niveau international" a été construite. Sa production doit être écoulée pendant quinze ans par l'ARAMCO.

Voilà où s'inspirent les technocrates de la SONATRACH.

=====

WATERGATE  
OU LA FACE  
CACHEE DU  
MONDE LIBRE

Le 25 octobre 1973, NIXON annonçait la mise en alerte de toutes les forces américaines en invoquant le prétexte d'une intervention soviétique au Moyen-Orient. Or, l'attitude des Russes est trop connue pour pouvoir justifier une telle réaction. La décision de NIXON avait en fait un autre objectif. Le Président des Etats-Unis cherchait à paraître aux yeux de l'opinion de son pays, comme l'homme indispensable au moment où peserait une menace sur la paix. C'est qu'en effet, le prestige de NIXON avait besoin d'être réhaussé après les derniers développements de l'affaire du Watergate et la honteuse démission de son vice-président compromis dans une affaire de fraude fiscale. Faisons le point sur cette affaire du "Watergate".

Tout commença par l'arrestation dans la nuit du 17 juin 1972 d'un commando de cinq hommes dans les bureaux de l'immeuble "Watergate". Ce commando était équipé d'un arsenal très particulier : micros, caméras, appareils d'écoute téléphonique ... Ceci serait une simple affaire de droit commun si l'immeuble en question n'avait été le siège du Parti Démocrate (1) et les visiteurs des membres du "Comité pour la réélection du Président NIXON" qui était le candidat du Parti Républicain et le tout en pleine campagne présidentielle pour les élections de novembre 1972. Notons que le président de ce "comité" n'était autre que John Mitchell, ancien ministre de la justice. Le gouvernement NIXON fera alors le nécessaire, notamment par des pressions sur le F.B.I. (police fédérale) pour étouffer l'affaire.

La presse qui accuse l'entourage de NIXON d'avoir voulu s'aboyer la campagne électorale du démocrate Mc Govern, révèle en même temps que la société ITT aurait versé quelques 400 000 dollars au "comité" en échange de quoi le "ministère de la justice appliquerait de façon fort flexible la législation anti-trust." (2).

Le 15 septembre, un "grand jury" fédéral réuni à Washington inculpe les cinq intrus du Watergate (ainsi que MM. Havar Hunt et Gordon Lundy arrêtés entre-temps par le F.B.I.) d'interception illégale et de vol de dossiers.

Les pressions exercées par la Maison Blanche réussiront néanmoins à faire oublier l'affaire jusqu'aux élections de novembre qui verront NIXON reconduit dans son mandat.

Mais, dès le début de 1973, l'affaire va revenir à la une des journaux. Le 7 février 1973, le Sénat vote la création d'une commission d'enquête de sept membres présidée par un démocrate, Sam Irwin.

Le 23 mars, le juge Sirica publie une lettre de l'un des condamnés (James Mc Cord, ancien de la C.I.A. et chef du commando) dévoilant que des pressions auraient été exercées à son égard et où il reconnaît que "depuis son arrestation il était payé 3000 dollars par mois pour prix de son silence". (L'Express du 23 avril 1973).

Dans l'entourage de NIXON un va-et-vient commence. John Dean, ancien conseiller juridique est limogé ; John Erlichman et Robert Haldeman démissionnent, tandis qu'à la Justice Richard Kleindienst cède la place à Elliot Richardson. Le Président lui-même annonce sa volonté de faire la lumière sur l'affaire et nomme un "procureur spécial" Archibald Cox (25 mai 1973).

Le 25 juin 1973, John Dean révèle devant la commission Erwin que depuis le 15 septembre 1972 au moins, NIXON était au courant des tentatives pour étouffer le scandale. Le 16 juillet, un assistant de la Maison Blanche, Alexander Butterfield révèle l'existence d'enregistrements magnétiques des conversations du Président.

A partir de ce moment, commence une bataille entre d'un côté la commission Erwin et le procureur Cox et, de l'autre, NIXON pour la communication des bandes magnétiques.

Le 29 août, le juge Sirica, faisant suite à la requête du procureur Cox, demande à NIXON de lui communiquer neuf des bandes magnétiques. NIXON, invoquant les priviléges de la Présidence rejette cette requête, de même qu'un compromis (13.9.73) proposant l'écoute des bandes par le Procureur Cox, en présence de NIXON ou de ses avocats.

Le 19 octobre, NIXON propose cependant de fournir un résumé du contenu des bandes authentifiées par un sénateur réputé intègre John Stermis. Le procureur Cox refuse et réclame les bandes.

Le 20 octobre, NIXON révoque Cox, provoquant la démission du ministre de la Justice. L'indignation éclate aux Etats-Unis et la popularité de NIXON baisse considérablement. Un mouvement en faveur de la destitution (empeachment) est entamé. C'est à ce moment qu'il tente de détourner l'attention vers le Moyen-Orient, en faisant voter des crédits (9 milliards de francs) pour soutenir Israël (et espérer ainsi être soutenu par les Juifs américains) et en créant une "tension internationale" artificielle.

La campagne de presse n'en faillit pas pour autant, aussi NIXON revient-il sur sa décision et accepte le 26 octobre de remettre les bandes au juge Sirica. Mais, on apprend alors que deux des neuf bandes manquent, notamment celles des conversations entre NIXON et John Mitchell (trois jours après le cambriolage du Watergate) et entre NIXON et John Dean. La situation de NIXON est alors plus critique que jamais. Il perd toute crédibilité d'autant plus que la presse en vient à des révélations plus graves encore.

Selon "Le Monde" du 31 octobre "un article de l'hebdomadaire Newsweek rapportant plus que la famille Nixon aurait usé de subterfuges pour éviter de payer des impôts sur un profit de 112 000 dollars, réalisé grâce à une transaction immobilière à Key Bixayne (Floride) ; selon l'hebdomadaire, Mme Tricia Nixon, fille aînée du Président aurait contribué pour 20 000 dollars à l'achat de deux terrains d'une valeur totale de 37 600 dollars en 1967. Mais, lorsque ces deux terrains furent revendus pour 150 000 dollars en 1972, M. NIXON aurait fait porter les profits réalisés au cours de cette opération sur sa propre déclaration d'impôts afin de les faire bénéficier de très importantes déductions."

Toujours selon le même journal (1.11.73) "M. NIXON serait intervenu personnellement en faveur de la société I.T.T." Le "New York Times" conclut, pour sa part, que le Président a "irrémédiablement perdu toute autorité morale." Certains démocrates craignent même que NIXON déclenche un coup "d'Etat militaire pour rester au pouvoir".

Quant au Vice-Président Agnew, il passait jusqu'à présent pour le "champion arrogant de la majorité silencieuse, il se présentait comme le défenseur de l'ordre et de la morale, fustigeant les jeunes aux cheveux longs, les intellectuels décadents et les journalistes perfides." jusqu'à ce que l'on découvre qu'il fraudait le fisc et ne refusait pas les pots-de-vin des sociétés (jusqu'à 100 000 dollars). Il a démissionné, mais a quand même été condamné à trois ans de prison avec sursis et 10 000 dollars d'amende. Son successeur, Gérard Ford, ne serait pas, lui non plus, sans reproche puisqu'on parle déjà à son endroit de malversations financières.

Ces deux affaires ont fait beaucoup de bruit aux Etats-Unis, car elles ont mis à jour la profonde décomposition de la société américaine. Pourtant, des affaires comme celles-ci sont monnaie courante dans un pays où elles font partie des moeurs politiques. Les U.S.A. ont toujours cherché à donner d'eux une image de marque flatteuse. Ils étaient jusqu'alors présentés, y compris par certains bourgeois algériens, comme un modèle de démocratie : le jeu politique étant régi par l'équilibre entre un parti au pouvoir contrôlé par un parti d'opposition. Mais, cette image cache (sauf lorsqu'un scandale éclate) les véritables règles du jeu politique :

- il faut être milliardaire pour soutenir une campagne électorale et la victoire penchera toujours du côté du plus offrant. La loi garantit en effet la liberté d'expression, mais pour s'exprimer il faut pouvoir payer. Ainsi, la liberté se mesure à l'épaisseur du portefeuille (démocratie formelle).

- être élu à un poste quelconque de l'appareil d'Etat, cela veut dire aux Etats-Unis, avoir la possibilité de faire fortune rapidement. Car, s'il existe des lois, il existe aussi des moyens de les contourner et le plus simple est d'acheter ceux qui sont chargés de les appliquer. Nous avons cité plus haut l'exemple de l'I.T.T. et de la loi anti-trust. Comme les Etats-Unis sont le pôle principal de l'accumulation capitaliste mondiale, les profits immenses qui y sont rapatriés constituent l'attrait

principal du jeu politique.

Voilà donc la face cachée et le véritable fond du "monde libre".

Des affaires comme celle du "Watergate" mettent l'accent sur un aspect important de l'impérialisme, celui d'être le stade de putréfaction du capitalisme ; c'est-à-dire le stade où le capitaliste ne s'enrichit plus par l'activité industrielle (qui suppose une production de valeur d'usage en même temps que la production de plus-value). L'enrichissement devient parasitaire, toute une couche de nantis (dont les politiciens) se partageant les immenses profits réalisés par le pillage des pays dominés du Tiers Monde. LENINE explique dans "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme" :

"L'IMPERIALISME EST UNE IMMENSE ACCUMULATION DE CAPITAL ARGENT DANS UN PETIT NOMBRE DE PAYS, ACCUMULATION QUI ATTEINT, COMME ON L'A VU, 100 à 150 MILLIARDS DE FRANCS EN TITRES (chiffres de 1916), D'OU LE DEVELOPPEMENT EXTRAORDINAIRE DE LA CLASSE OU, PLUS EXACTEMENT, DE LA COUCHE DES RENTIERS, C'EST-A-DIRE DES GENS QUI VIVENT DE LA "VENTE DES COUPONS", QUI SONT TOUT A FAIT A L'ECART DE LA PARTICIPATION A UNE ENTREPRISE QUELCONQUE ET DONT LA PROFESSION EST L'OISIVETE. L'EXPORTATION DES CAPITAUX, UNE DES BASES ECONOMIQUES ESSENTIELLES DE L'IMPERIALISME, ACCROIT ENCORE L'ISOLEMENT COMPLET DE LA COUCHE DES RENTIERS PAR RAPPORT A LA PRODUCTION ET DONNE UN CACHET DE PARASITISME A L'ENSEMBLE DU PAYS VIVANT DE L'EXPLOITATION DU TRAVAIL DE QUELQUES PAYS ET COLONIES D'OUTRE-MER."

=====

#### Notes

- (1) Aux Etats-Unis, le régime repose sur l'existence de deux partis : le Parti Démocrate et le Parti Républicain qui représentent tous deux la bourgeoisie impérialiste. La démocratie consiste, pour les Américains, à choisir tous les quatre ans celui des deux partis qui les gouvernera. La puissance de chacun de ces partis ne se mesure pas à la portée de ses arguments (ils sont les mêmes des deux côtés), mais à ses moyens financiers qui permettent d'orienter les élections aussi bien par l'utilisation des moyens d'information (on lance un Président comme une lessive, à coups de publicité payante) que par la corruption des notables influents. Ceci explique pourquoi chaque Parti cherche à gagner les faveurs des grandes sociétés capitalistes. Ceci explique aussi les tentatives faites par chacun d'eux pour découvrir les "idées publicitaires" de l'autre et les détruire à l'avance (c'est ce que cherchait le commando républicain dans l'immeuble du Watergate).
- (2) La loi anti-trust est une loi qui protège les petites et moyennes sociétés, sur le territoire des Etats-Unis. Elle a été imposée par les petits patrons qui forment une partie très influente de l'électorat américain. Cette loi interdit à une firme d'établir un monopole sur une branche industrielle. Les grosses sociétés sont, soit obligées de se diviser en plusieurs filiales, soit de porter l'essentiel de leurs activités à l'intérieur des Etats-Unis. C'est le cas des compagnies pétrolières.

# LES INTERETS AMERICAINS EN ALGERIE

"Nous pourrions intervenir au Proche-Orient. Comme nous l'avons fait au Liban en 1958. Comme nous avons failli le faire en Jordanie en 1970. **COMME NOUS L'AVONS TOUJOURS FAIT ET NOUS LE FERONS TOUJOURS CHAQUE FOIS QUE NOS INTERETS SERONT EN JEU.** Notre VIème Flotte, nos "marines" sont prêts."  
(NIXON, le 15 octobre 1973)

## S O M M A I R E

Pages

<u>Première partie</u> : Bilan des relations algéro-américaines	26
<u>Deuxième partie</u> : Conséquences de la pénétration américaine	32
<u>Troisième partie</u> : Annexes.	
Annexe I.- <u>HYDROCARBURES</u>	
Tableau I - Accords d'association, création de sociétés mixtes	I.
Tableau II - Contrats d'études, de recherche, de fournitures, de matériel	II. III.
Tableau III - Contrats de vente de pétrole ou de produits pétroliers	IV.
Tableau IV - Contrats de vente de gaz naturel	V.
Annexe II.- <u>AUTRES SECTEURS</u>	VII.
Annexe III.- <u>PRETS US A LA BOURGEOISIE ALGERIENNE</u>	
Tableau I - Organismes U.S.	VII.
Tableau II - Consortiums internationaux avec chef de file US	VIII.
Tableau III - Consortiums internationaux avec participation US	IX.
Annexe IV.- <u>ECHANGES U.S.A. - ALGERIE</u>	X.

Comme par le passé, les Américains ont apporté un soutien total et inconditionnel aussi bien sur le plan politique que militaire à l'Etat d'Israël au cours de cette IVème guerre israélo-arabe.

Le samedi 20 octobre 1973, NIXON demande au Congrès américain de lui octroyer des crédits urgents pour fournir des armements à Israël. Le montant porte sur plus de deux milliards de dollars. Il a révélé, en outre, que durant les douze premiers jours du conflit, les U.S.A. ont autorisé l'envoi d'une valeur de 825 millions de dollars de matériel à destination d'Israël (avions de chasse, missiles, chars, artillerie, etc ...)

Dénonçant cette intervention américaine, *El Moudjahid* du 13.10.73. titrait en première page "150 pilotes US, anciens du Vietnam, en renfort à Tel-Aviv". Et le 18.10.73. "Pont aérien Washington-Tel-Aviv : 1500 avions en quatre jours", en même temps qu'il révélait que l'aviation américaine participait aux bombardements d'objectifs civils en Syrie et en Egypte, des avions américains, pilotés par des Américains, ayant été abattus au cours de ces missions au-dessus de Damas.

On peut se demander, dans ces conditions, comment la presse algérienne peut admettre que ces mêmes U.S.A. qui bombardent les Arabes au Moyen-Orient, soutiennent financièrement et politiquement l'Etat d'Israël, fournissent des armes et des munitions qui tuent des milliers de nos frères, puissent continuer à bénéficier en toute sécurité et amitié de nos richesses naturelles et particulièrement de notre pétrole et de notre gaz.

La contradiction est flagrante entre les déclarations anti-impérialistes des dirigeants algériens, l'affirmation de leur solidarité avec les peuples arabes et la poursuite et le renforcement de la pénétration impérialiste américaine dans notre pays depuis la guerre des Six Jours. A titre d'exemple, nous pourrions citer la visite du 20.9.73. du milliardaire américain et sioniste notoire David Rockefeller, président de la "Chase Manhattan Bank" de New York, reçu par Boumédiène lui-même. Le 5 octobre 1973, à la veille de la guerre du Moyen-Orient, Boumédiène recevait un autre banquier américain William Spencer, président de la "First National City Bank" de New York. Nous connaissons la théorie gouvernementale selon laquelle on ne peut mêler les affaires et la politique. Pour nous, c'est une question fondamentale, une question de principe. On ne peut lutter contre les Américains au Moyen-Orient et leur fournir les éléments de leur puissance en Algérie. On ne peut être avec le peuple palestinien et le peuple vietnamien et, en même temps, contribuer à l'enrichissement de la bourgeoisie américaine, la plus puissante du monde. Pour nous, le choix est clair, l'intérêt du peuple algérien commande une rupture totale et à tous les niveaux avec les Etats-Unis : diplomatique, économique et commercial.

La IVème guerre israélo-arabe nous montre, une fois de plus, que les intérêts des masses populaires arabes et ceux de leurs dirigeants sont divergents. Car, si la bourgeoisie algérienne a choisi de développer ses relations avec les Etats-Unis (comme nous le montrerons dans notre article) c'est qu'elle y trouve ses intérêts. Plus elle signe de contrats, plus elle livre de gaz, plus elle s'enrichit. C'est pourquoi il est illusoire d'attendre de la bourgeoisie algérienne qu'elle rompe ses liens avec l'impérialisme américain, car cela signifierait sa négation en tant que bourgeoisie. Son anti-impérialisme s'arrête à partir du moment où elle risque de perdre ses substantiels profits. Il atteint sa limite quand il menace vraiment les intérêts impérialistes et, par voie de conséquence, les siens propres.

Qu'on ne s'y trompe pas, si aujourd'hui la presse algérienne dénonce la politique américaine au Moyen-Orient, c'est parce que le visage hideux de l'impérialisme américain apparaît au grand jour et non parce que les technocrates algériens ont décidé de se passer des capitaux, des équipements et des techniques américaines. Comme après 1967, ils attendent le moment propice pour renouer des liens et pour justifier leur politique.

La duplicité des dirigeants algériens, si elle échappe encore à pas mal de nos compatriotes victimes de la démagogie de la radio et de la presse aux ordres, a été remarquée par la presse étrangère. C'est ainsi que "Le Monde" du 29.3.72. notait déjà

"les thèmes non politiques présentant une image favorable des Etats-Unis" dans la presse algérienne et que l'"Express" de mai 1971 n° 1027 soulignait "les sociétés américaines sont à pied-d'œuvre, à Radio Alger on villipende à longueur de bulletins les "américano-sionistes", ou les "capitalo-yankees". Mais, à l'Hôtel Saint-Georges, on parle américain à tous les étages avec l'accent de Dallas."

Dans notre article, ainsi que dans nos annexes, nous tenterons d'apporter notre contribution à partir des informations dont nous disposons (informations officielles) à une meilleure connaissance des buts et des formes de la pénétration US dans notre pays, et ce, afin que nul ne l'ignore. Nous sommes conscients que nos informations ne couvrent pas toutes les relations algéro-américaines et qu'un grand nombre de contrats secrets ou non ont échappé à nos investigations.

-22-

## Première Partie : BILAN DES RELATIONS ALGERO-AMERICAINES

Les visées des capitalistes américains sur notre pays se manifestèrent bien avant l'indépendance. Déjà durant la guerre de libération nationale, de hautes personnalités américaines avaient pris contact avec certains dirigeants du F.L.N. Le Sénateur John Kennedy, futur Président des Etats-Unis fit même dès 1956 des déclarations favorables à l'indépendance de l'Algérie. Le 2 juillet 1957, il déposait devant la Chambre une résolution demandant l'intervention du gouvernement américain en faveur de notre pays. Ces déclarations qui firent beaucoup de bruit et eurent une certaine résonnance dans les milieux algériens, entraient en fait dans le cadre d'une stratégie d'ensemble de l'impérialisme américain en vue d'étendre sa sphère de domination aux dépens des empires coloniaux de l'Europe. Les prises de position de Kennedy s'accompagnèrent d'une aide américaine au F.L.N.

Dans son numéro 8 du mois d'avril 1965, la revue "Maghreb" notait à ce sujet : "dès avant l'indépendance, par l'intermédiaire du Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, les Etats-Unis à partir de 1956 ont fourni quelques 150 000 tonnes de vivres, de tentes et de produits pharmaceutiques d'une valeur de 22 millions de dollars destinés aux réfugiés algériens en Tunisie et au Maroc." D'autres institutions internationales telles que la Croix Rouge Internationale, la Confédération Internationale des Syndicats Libres, (la C.I.S.L. dominée par les syndicats américains et à laquelle l'UGTA adhéra dès juillet 1956, quelques mois à peine après sa création), ont servi de couverture aux visées américaines.

Avant 1962, les intérêts américains en Algérie même (1) étaient extrêmement faibles et limités essentiellement au domaine pétrolier. Aujourd'hui, nous constatons qu'en quelques années, l'implantation américaine a atteint un niveau tel qu'elle hypothèque dangereusement l'avenir de notre pays. L'examen des relations algéro-américaines nous montre que la politique néo-coloniale des Américains n'a pu se concrétiser qu'avec l'aide de la nouvelle bourgeoisie algérienne.

### De 1962 à 1967 : Une période d'infiltration

- de 1962 à 1965 : avant l'indépendance, les autorités coloniales obligeaient les sociétés américaines implantées au Sahara à s'approvisionner en priorité en pétrole algérien. Ce dernier avait un prix nettement plus élevé que celui du Moyen-Orient. Après l'indépendance, les sociétés américaines pouvaient espérer accroître sensiblement leurs bénéfices. Mais, outre la concurrence des compagnies françaises qui se taillaient la part du lion, les firmes US se heurtèrent à un obstacle majeur : la mobilisation des masses populaires et, en particulier, celle des travailleurs qui avaient lancé un vaste mouvement d'occupation des terres et des usines abandonnées par les colons et dont l'hostilité à toute pénétration étrangère était hautement exprimée.

Aussi, les U.S.A. décidèrent-ils dans un premier temps de faire en sorte que leur pénétration apparaisse comme désintéressée. En livrant jusqu'à 400 000 tonnes de denrées alimentaires par an (blé, farine, margarine), les Américains épargnaient au régime en place de sérieuses difficultés face aux revendications légitimes d'environ 4 millions de chômeurs à qui ils fournissaient à défaut de travail, de la nourriture.

Ce faisant, les Américains joignaient leurs efforts à ceux des autres puissances afin de stabiliser la situation en Algérie et d'empêcher le processus de radicalisation de la lutte de libération nationale, notamment en étouffant les violentes manifestations de chômeurs, telle celle d'Oran en janvier 1964.

C'est ainsi que la farine américaine connut une célébrité certaine, y compris dans les coins les plus reculés du pays. Notons en passant que ces "dons du peuple américain" n'étaient pas toujours distribués gratuitement. On les retrouvait sur le marché faisant la fortune de certains responsables locaux. Il est vrai que l'exemple venait de plus haut puisque les dons américains étaient utilisés par les autorités pour payer des salaires en nature aux travailleurs des chantiers populaires.

Entre 1962 et 1965, l'aide américaine en nature s'élèverait à 37 millions de dollars.

	<u>1963</u>	<u>1964</u>	<u>1965</u>
Aide en millions de dollars	11,6	20	5

Selon d'autres sources, elle aurait permis entre 1962 et 1967 de pourvoir à la subsistance de la moitié de la population algérienne.

Les positions verbalement anti-américaines du gouvernement de BEN BELLA ne semblent pas avoir gêné cette infiltration "humanitaire" américaine.

Parallèlement, le gouvernement américain autorisa en 1964 la Banque Mondiale à attribuer au gouvernement BEN BELLA un prêt de 20,5 millions de dollars pour financer la construction de l'usine de la CAMEL à Arzew. Celle-ci fut la première usine de liquéfaction de gaz naturel dans le monde. Dès ce moment, on pouvait entrevoir les visées du capital international sur nos ressources en gaz naturel. Une nouvelle spécialisation commence à se dessiner pour notre pays : devenir un réservoir de gaz naturel pour le marché capitaliste mondial.

- De 1965 à 1967 : consolidation de l'aile pro-américaine du pouvoir. Après le coup d'état du 19 juin, les Américains maintiennent leur aide en nature (estimée à 20 millions de dollars pour 1966) et décident de multiplier les contacts et les missions d'études :

- en octobre 1965, KAID AHMED alors ministre des finances se rend aux Etats-Unis et s'entretient avec Dean Rusk ;
- en novembre 1965, Watters, administrateur de l'agence américaine d'aide à l'étranger, se rend en Algérie pour étudier l'extension des ventes algériennes aux U.S.A.
- en 1966, visite de Mennen Williams, sous-secrétaire d'état adjoint aux affaires africaines ; de Palmer, sous-secrétaire d'état aux affaires africaines ; une mission américaine se rend également en Algérie pour y étudier les projets de création d'usines.

Il faut signaler que les Américains avaient trouvé un excellent allié en la personne du nouveau ministre de l'industrie ABDEsselem qui n'a cessé depuis d'être l'artisan d'une politique de reconversion des alliances au profit du plus grand des impérialismes : les U.S.A. Cette reconversion devait être soigneusement préparée par les agents américains qui, en reprenant en mains les affaires de la SONATRACH (2) en firent un instrument efficace pour leur implantation dans notre pays. En créant une société "nationale" dans le domaine des hydrocarbures, le gouvernement algérien cherchait à cacher aux yeux des masses cette nouvelle pénétration impérialiste. Les Américains investissaient en Algérie non plus de façon directe, mais par le biais de prêts accordés à la SONATRACH et de capitaux avancés pour la création de sociétés mixtes où la SONATRACH était réputée "majoritaire" : ALFOR et ALGEO en 1966.

ABDEsselem cherchant à accélérer ce processus regroupa autour de lui une couche technocratique diffusant une idéologie techniciste nettement pro-américaine. Il se rendit aux Etats-Unis durant le mois d'avril 1967 pour s'entretenir avec des responsables.

#### De 1967 à 1970 : une période de mise en place

Cette politique de collaboration entre l'impérialisme US et la bourgeoisie d'Etat algérienne subit cependant les contrecoups de l'agression impérialo-sioniste de juin 1967 contre les pays arabes.

- 1967-1968 : la période de gel : la guerre des Six Jours dévoila aux yeux des masses arabes la véritable nature de l'impérialisme américain, le caractère anti-arabe de sa politique, son soutien inconditionnel à l'Etat sioniste et la violence des interventions quand ses intérêts étaient menacés.

La solidarité inter-arabe fut immense et les réactions populaires furent massives. Les manifestations anti-américaines prirent une grande ampleur. A Alger, le centre culturel américain fut détruit (comme dans d'autres capitales arabes). Les dirigeants durent bon gré, mal gré, emboiter le pas et même pour ne pas se démasquer lancer quelques opérations de surenchère démagogique. C'est ainsi que les relations diplomatiques avec les U.S.A. furent rompues avec fracas. Les firmes américaines : ESSO STANDARD Algérie, ESSO AFRICA, ESSO SAHARIENNE et MOBIL représentant 22 % des réseaux de distribution en Algérie, furent nationalisées.

Aux collaborateurs américains des services du ministère de l'industrie qui s'inquiétaient de la tournure des évènements, il fut demandé en haut lieu de ne pas quitter leur poste et de laisser passer l'orage.

D'ailleurs les nationalisations ne touchaient pas tous les intérêts américains en Algérie. Des sociétés importantes dans le secteur de la production de pétrole, telles PHILIPPS, EL-PASO, SINCLAIR furent seulement mises sous contrôle. Une indemnisation fut promise aux sociétés touchées, bien qu'il se révéla que les installations récupérées étaient vétustes et déficitaires. Elles nécessitaient un important programme d'investissement, car aucun effort de modernisation n'y avait été fait depuis cinq ans. Les sociétés en question, s'attendant à être nationalisées avaient même rapatrié une grande partie de leurs actifs avant l'indépendance.

Sur le plan économique, cette opération ne fut pas de la plus haute rentabilité pour le pouvoir. En effet, on peut lire dans le n° 45 de la revue "Maghreb" à ce propos "Mais la distribution des produits pétroliers en Algérie semble être une activité moins rentable pour plusieurs raisons : réseau archaïque et de faible débit, baisse substantielle des prix décidée en juin 1968, rachat des compagnies de distribution étrangères, importance des programmes de modernisation (260 M. de DA)."

La campagne officielle anti-américaine prit pourtant de l'ampleur et l'Etat décréta un boycott des produits américains, notamment sur le plan culturel : disques, films.

- 1968 - 1969 : un nouveau départ : au bout de quelques mois, les choses se remirent en place et la pénétration reprit de plus belle. Bizarrement, elle recommença par un accord conclu le 19 octobre 1968 avec le milliardaire GETTY dont les biens avaient été mis sous séquestre pour "sionisme notoire". Cet accord fut présenté par la presse comme "le plus avantageux jamais signé par un pays producteur de pétrole". GETTY cédait 51 % de ses intérêts à la SONATRACH qui devenait majoritaire dans "l'association pour la recherche et la production de pétrole" qu'ils créaient en commun. Cette société était obligée de rapatrier en Algérie 75 % de son chiffre d'affaires. En contrepartie, GETTY obtenait de nouvelles concessions pétrolières et pouvait débloquer ses avoirs mis sous séquestre.

C'est donc dans des conditions très particulières que GETTY avait accepté cet accord que l'on tenta en vain d'étendre à d'autres sociétés. En fait, l'impact fut surtout psychologique puisqu'on démontrait que le "partenaire américain" pouvait céder et ainsi respecter les intérêts algériens.

L'idée du pouvoir était d'amener l'opinion à distinguer dans ses relations avec l'Amérique les aspects politiques des aspects économiques.

Aussi bien que les relations diplomatiques furent toujours rompues entre les deux Etats, les accords et les contrats se multiplièrent. Dès lors, comme le fait remarquer Gérard Viratelle dans son livre "l'Algérie Algérienne" : "Les relations économiques algéro-américaines sont aussi excellentes que les relations politiques sont de prime abord mauvaises." Et, dans une interview accordée en mai 1971 à la presse de Montréal (Canada), BOUMEDIENNE confirmait ce bon climat : "L'Algérie pourrait (elle le fait déjà depuis quelques années) entretenir avec les Etats-Unis des relations purement commerciales fructueuses. Les Américains se sont révélés ces dernières années des partenaires consciencieux et corrects. Nous vendons des hydrocarbures, ils sont acheteurs. Tout le monde trouve son compte."

En réalité, les Américains préparaient habilement les conditions de leur implantation en Algérie. Celle-ci était soigneusement menée par leurs agents au sein des nouvelles sociétés mixtes créées. Aux deux sociétés qui existaient déjà viennent

s'ajouter durant la période 1969-1970 cinq autres sociétés mixtes :

ALCORE (30 avril 1969)  
ALFLUID (6 mai 1969)  
ALREG (25 juillet 1969)  
ALDIA (5 juin 1970)  
ALTEST (juillet 1970).

Pour accueillir ses nouveaux experts d'Outre-Atlantique, la SONATRACH fit construire un immeuble ultra-moderne digne d'eux qui coûta au pays 270 millions de DA. Ce sont ces experts qui mirent en place les sociétés de "services" dans le cadre d'une stratégie d'ensemble qui consistait à préparer la relève des compagnies françaises, largement dominantes dans le domaine de la production des hydrocarbures. C'est ainsi que l'on déboucha sur les nationalisations de février 1971.

BOUMEDIENNE peut toujours affirmer "la victoire que nous avons remportée dans cette bataille nous ne la devons à personne", ce sont les experts américains qui prirent en main la préparation de l'opération au sein de la SONATRACH, en mettant en place les structures de rechange. Cela s'est traduit par les accords suivants :

- sur le plan technique

. entre des firmes américaines et la SONATRACH et ses filiales pour la fourniture de matériel, l'envoi de nouveaux techniciens US en Algérie et des programmes de recherche ;

. signalons, parmi d'autres, l'accord avec la GEOSPACE Corporation (4.2.69) ; la NATIONAL SUPPLY de Houston (12.6.69) ; la SCIENTIFIC RESSOURCES CIE (4.7.69) - (Voir Tableau II de l'annexe I) et la firme ICASALS (11 avril 1970).

- sur le plan de la commercialisation : citons l'accord conclu avec la BOSTON GAS SOCIETY (15.11.68) qui doit recevoir du gaz algérien grâce au transporteur TEXAN EASTERN CIE.

D'autres accords très importants furent signés : l'un avec DISTRIGAS (0,5 milliards de m<sup>3</sup> par an pendant 20 ans) ; l'autre c'est le fameux EL-PASO (10 milliards de m<sup>3</sup> par ans pendant 25 ans). (Voir Tableau IV de l'annexe I).

Parallèlement, pour faciliter le pillage des hydrocarbures, des contrats furent signés par la firme US BECHTEL en vue d'étudier la construction d'un gazoduc entre l'Algérie et la Sicile et par la société anglaise WILLBROS OVERSEAS (filiale de la firme US WILLBROS BROTHERS) pour la construction d'un pipe-line Hassi-Messaoud/Arzew (voir tableau II - Annexe I). Notons, à ce sujet, que les Américains pénétrèrent en Algérie quelquefois d'une manière déguisée grâce à leurs filiales européennes.

- sur le plan des capitaux : les responsables voudraient cacher la pénétration du capitalisme US en parlant de "participation majoritaire de la SONATRACH". En réalité, dans la plupart des cas, c'est l'associé américain qui avance la part (51 % du capital) de SONATRACH. Dans le cas de l'association GETTY-SONATRACH, il est stipulé dans les clauses du contrat que GETTY s'engage à verser à la SONATRACH :

. à titre de concours non remboursable : 2,25 millions de dollars ;  
. sur chaque permis une avance correspondant au financement qui incombe à la SONATRACH ;  
. près de 6 millions de DA correspondant aux travaux effectués par la SONATRACH sur certains permis. D'autre part, il est prévu de consacrer pour la recherche au moins 16,3 millions de dollars ;  
. les avances seront remboursées par SONATRACH en nature.

Voilà une association où le créancier capitaliste accepterait d'être minoritaire en créant une société dont il avance 51 % du capital à un associé pour en faire un "associé majoritaire". De qui se moque-t-on ?

En plus des avances consenties au sein des société mixtes, les U.S.A. ont accordé durant 1969-1970 d'autres prêts à la bourgeoisie algérienne (voir Annexe III - Tableau I).

Air Algérie et la SNCFAL reçurent des prêts importants. Cela montre que les Américains ne s'intéressaient pas seulement aux hydrocarbures, mais se préparaient à la conquête de toute l'économie algérienne. Ceci est confirmé par la signature de l'accord du 11 avril 1970 entre la SONAREM et la firme AERO SERVICE CORPORATION où la SONAREM charge cette firme de procéder au relevé systématique de toutes les ressources minières du sous-sol algérien. Il faut noter que la SONAREM était, jusque là, exclusivement liée aux Soviétiques et aux Roumains.

L'"Express" rapporte dans son numéro du 22-28 février 1971 : "comme un vol de bourdons, de petits avions hérissés d'appareils optiques ont commencé, jeudi, à bruire dans le ciel de l'Algérie. Pendant 39 mois, pilotes et techniciens embarqués à leur côté, vont photographier, mètre par mètre, les 2 376 000 kilomètres carrés de l'Algérie." Les Américains pourront ainsi faire d'une pierre deux coups : d'une part, organiser un pillage plus large et plus systématique des richesses de notre pays ; d'autre part, les photographies prises permettront aux experts américains de la C.I.A. de préparer la répression de tout mouvement populaire en Algérie, ce qui, bien sûr, n'est pas pour déplaire à ses valets locaux.

#### De 1970 à 1973 : concessions algériennes et pénétration américaine accrue

##### - 1970-1972 : le chantage américain

Après la signature des accords de fourniture de gaz, la bourgeoisie d'Etat algérienne fut prise d'une frénésie de dépenses. Comptant sur un afflux massif de dollars, elle fit démarrer son Plan quadriennal sur les chapeaux de roues. Les fortunes se batisaient à vue d'oeil et les affaires de la bourgeoisie étaient prospères. Les ministres affichaient aux nombreuses "poses de première pierre" une évidente satisfaction. Pourtant, les caisses de l'Etat finirent par se vider, alors que les bailleurs de fonds américains ne semblaient nullement pressés de les renflouer.

Il est bon de noter l'extrême habileté des businessmen américains durant cette affaire :

- d'une part, ils multipliaient les accords avec la bourgeoisie algérienne, ces accords portant sur l'exportation vers les USA de quantités énormes de pétrole et de gaz, jouaient de fait le rôle d'un appât vis-à-vis de l'Etat algérien. Ce dernier en escomptait un apport considérable de devises : 450 millions de dollars (2,25 milliards de DA) par an pour les ventes de pétrole aux firmes US : Commonwealth Oil Refining Company (CORCO) de Porto Rico (contrat signé le 14.12.71) et la Standard Oil of New Jersey (Exxon), (contrat signé le 5.1.72) - les sociétés américaines prenant ainsi la relève pour l'achat de pétrole, des sociétés françaises nationalisées en février 1971. Une autre somme, encore plus élevée 2,44 milliards de DA par an devait provenir des livraisons de gaz à EL-PASO, DISTRIGAS, ESCOGAS, et PANHANDLE.

- d'autre part, ils s'engageaient à financer les énormes investissements nécessaires pour la mise en place des oléoducs, gazoducs, unités de liquéfaction etc ...

Seulement, la plupart de ces contrats étaient accompagnés d'une clause suspensive qui soumettait leur exécution à l'obtention de l'autorisation du gouvernement américain. Or, il apparut rapidement que ce dernier n'était pas décidé à accorder son feu vert et à permettre le déblocage des fonds avant d'avoir obtenu de sérieuses garanties politiques. Bien que les accords fussent signés avec des sociétés privées, c'était, en réalité, l'Etat américain, le véritable interlocuteur. Ce simple fait serait suffisant pour démontrer le caractère politique de "simples opérations commerciales".

Pendant trois ans, les choses traînèrent en longueur, obligeant la SONATRACH à engager des actions de grande envergure pour faire pression sur le gouvernement des Etats-Unis. Elle eut recours aux plus célèbres cabinets d'affaires, notamment celui qui employait Nixon avant qu'il ne devienne président. Elle offrit des réceptions fastueuses pour le tout New York etc ...

Les exigences américaines étaient à la fois économiques (élargir l'implantation US en Algérie; obliger la SONTARACH à s'approvisionner aux U.S.A.; obtenir des

garanties contre d'éventuelles nationalisations) et politiques (faire cesser la propagande anti-américaine ; ne pas accorder l'asile aux groupes noirs d'opposition tel que les Black Panthers qui durent renoncer à séjourner en Algérie après avoir eu de sérieuses difficultés avec la police algérienne ; obtenir une "attitude moins partisane" dans le conflit Vietnamien). Le rapport de force leur étant favorable, les Américains surent transformer les "simples rapports commerciaux" de Boumédiène en solides rapports de domination impérialistes.

L'exemple du contrat EL-PASO est significatif de la lenteur mise par les USA à sortir leurs dollars ! Cet accord portant sur la livraison de 10 milliards de m<sup>3</sup> de gaz par an à des conditions de prix très avantageuses pour les Américains a été signé en octobre 1969. L'EXIMBANK donna un accord préliminaire pour le financement de l'usine d'ARZEW le 10 juin 1971, mais ce n'est que le 27 mars 1973 que cette banque a donné son accord définitif et mis les crédits à la disposition de la CHEMICAL CONSTRUCTION, firme US qui s'occupera de la construction de l'usine !

Des crédits ont été toutefois effectivement versés durant cette période :

- à la SONATRACH : par l'achat de biens d'équipements : 5 millions de dollars accordés le 9.12.70 par la HANOVER TRUST COMPANY (versés le 5.3.71) et 30 millions de dollars accordés le 27.10.71. par un consortium banquier international dirigé par la BANKERS TRUST COMPANY de New York. D'autres crédits étaient destinés au financement d'études de gazoduc par les bureaux d'études américains : la BECHTEL (contrat signé le 13.2.70. pour le gazoduc Algérie-Sicile) et la WILLIAM BROTHERS ENGINEERING COMPANY (gazoduc Algérie-Espagne). Ces crédits ont donc été alloués en réalité pour faire fonctionner les sociétés américaines.

- à d'autres sociétés nationales : AIR ALGERIE, SNCF, S.N.S., S.N.M.C., C.N.A.N., SONACOME ... (voir Annexe III). Ces crédits devaient faciliter la pénétration américaine dans de nouveaux secteurs de l'économie algérienne.

1973 : Cette année marque-t-elle le début d'un nouveau processus pour notre pays ? L'impérialisme U.S., grâce à l'aide de la bourgeoisie algérienne, réussira-t-il à imposer à l'Algérie une domination du même type que celle qu'il impose à l'Amérique Latine ?

Certains faits nous incitent à le croire :

- le gouvernement américain et la FEDERAL POWER COMMISSION (Commission Fédérale de l'Energie) ont donné leur accord définitif en mars 1973 à l'accord signé entre EL-PASO et SONATRACH ;

- l'EXIMBANK a décidé de mettre les crédits (au total 556 millions de dollars) à la disposition des firmes US qui doivent reéaliser la construction des installations nécessaires à l'exportation du gaz ;

- la CHEMICAL CONSTRUCTION COMPANY, chargée de la construction de l'usine de liquéfaction d'Arzew (qui coûtera plus de 2 milliards de DA) a commencé les travaux, Boumédiène a été invité le 16 juin à poser la première pierre ;

- DAVID NEWSON, secrétaire d'Etat adjoint américain pour les Affaires Africaines a fait durant le mois d'avril 1973 son deuxième voyage d'inspection en Algérie, (le précédent voyage ayant été effectué en mars 1972). Des bruits ont couru à Alger que ce dernier exigerait bientôt du gouvernement algérien la reprise des relations diplomatiques entre Alger et Washington.

=====

## Deuxième partie : CONSEQUENCES DE LA PENETRATION AMERICAINE

Au terme de ce bref historique, nous tenterons de faire le point sur les intérêts qui sont devenus considérables, des Américains dans notre pays.

### 1) Contrôle du secteur des hydrocarbures

Les accords signés dans le domaine de la commercialisation des hydrocarbures (voir Annexe I, tableau III et IV) prouvent que les débouchés du pétrole et du gaz algérien sont passés sous le contrôle de trusts américains. "Les exportations d'hydrocarbures auront assuré en 1972 près de 90 % de la valeur des ventes extérieures de l'Algérie. Ce pourcentage élevé, qui rend l'économie du pays tributaire de l'exportation de deux produits voisins (pétrole et gaz), achetés en majorité par des sociétés capitalistes, devrait se maintenir dans les années à venir." (Le Monde du 27 décembre 1972).

Le fait que les hydrocarbures occupent désormais la première place dans les exportations, remplaçant ainsi le rôle joué durant la colonisation par le vin et les produits agricoles, concrétise la nouvelle spécialisation de notre pays dans le cadre du marché capitaliste mondial, et le passage de notre pays sous la domination d'un autre impérialisme. "On prévoit que dans peu d'années, les Etats-Unis, quels que soient les aléas de la politique, seront de loin le principal débouché des hydrocarbures - et peut être également de vin - d'Algérie, jouant ainsi le rôle que fut celui de la France jusqu'en 1971." (Le Monde du 18 avril 1973).

Les firmes américaines ont aussi pris en main la réalisation des projets d'équipements sur le terrain.

Signalons la construction, par des filiales anglaises, du pipe-line Hassi-Messaoud/Arzew pour le transport du G.P.L. (montant : 195 millions de DA) ; lot de trois nouvelles lignes (la 4ème, 5ème et 6ème ligne) de liquéfaction à Skikda (montant : environ un milliard de DA). La construction de l'usine de liquéfaction d'Arzew (montant : plus de 2 milliards de DA) a été confiée pour la première fois à une firme à 100 % U.S. la CHEMICAL CONSTRUCTION CORPORATION. Peu après, la GENERAL ELECTRIC COMPANY prenait en main l'extension de capacité du gazoduc Hassi R'Mel/Arzew (270 millions de DA).

### 2) Pénétration US dans les autres secteurs

Les accords signés avec d'autres sociétés nationales prouvent que certaines d'entre elles sont en voie de tomber sous la tutelle absolue des Américains. Il s'agit notamment d'Air Algérie et de la S.N.C.F.A.

Le Monde du 9 septembre 1972 notait au sujet d'AIR ALGERIE qui s'était dotée de 5 BOEING : "La Compagnie Air Algérie sera entièrement équipée de BOEING en 1975", en faisant remarquer que "toutes les Caravelles d'Air Algérie auront, d'autre part, été remplacée par des BOEING d'ici à trois ans." Alors qu'avant, Air Algérie dépendait pour l'entretien et les pièces de rechange des compagnies françaises, elle va bientôt dépendre entièrement de la firme US BOEING.

La plupart des crédits accordés par les banques américaines sont "utilisés pour acheter aux Etats-Unis les biens et services américains" et ont pour conséquence notamment le développement des "échanges commerciaux" avec les U.S.A. (voir Annexe IV). Ce qui signifie l'expansion économique des firmes américaines : bureaux d'études, équipement, services, tout est pris en charge par les sociétés américaines.

A propos du contrat EL-PASO, "le Monde" du 29 mars 1973 soulignait "la plupart de ces crédits seront utilisés pour acheter aux Etats-Unis l'équipement américain pour l'usine d'Arzew. Ces travaux seront exécutés par une compagnie américaine, la CHEMICAL CONSTRUCTION CORPORATION" ils permettront enfin d'approvisionner le marché américain en gaz naturel. Sur un total de 556 millions de dollars "l'Export-Import Bank garantira ... le versement d'un crédit de 50,5 millions de dollars, dont la SONATRACH aura besoin pour assurer le financement des travaux locaux à Arzew."

Ajoutons à cela que le matériel américain revient à l'Algérie beaucoup plus cher, en particulier à cause du transport. Le vice-président de la SONATRACH l'a

reconnu puisqu'il a expliqué le 15 avril 1971 que la réalisation du contrat signé avec EL-PASO reviendrait à "628 millions de dollars si les équipements étaient achetés aux U.S.A. et 464 millions de dollars s'ils étaient achetés ailleurs".

Cela signifie, d'autre part, une dépendance accrue de notre pays à l'égard de la technologie et des capitaux américains : pièces de rechange, fonctionnement, tout dépendra des décisions prises par les trusts américains.

Le fonctionnement des sociétés algériennes va donc, si ce processus se poursuit, dépendre de plus en plus des hommes d'affaires de Washington, New York ... Les sociétés US, quant à elles, ont trouvé auprès des dirigeants algériens toutes les garanties pour leur approvisionnement en hydrocarbures : la revue "Maghreb n° 55 notait "indépendamment des réserves de gaz en tonnes en Algérie, ces garanties ne pouvaient qu'être d'ordre politico-économique". L'EXIMBANK a réussi aussi à imposer à la SONATRACH le dépôt des paiements dûs à l'Algérie pour la fourniture des hydrocarbures dans des banques aux Etats-Unis.

Ainsi, loin de contribuer à la "construction d'une économie nationale indépendante", la prétendue "réécupération des richesses nationales" contribue, au contraire, à l'assujétir davantage au capital international et surtout au capital US tout en accroissant le pillage des ressources de notre pays.

=====

Les intérêts américains dans notre pays sont, comme nous le voyons, loin d'être négligeables. Mais un simple examen des tableaux que nous avons dressé suffit à nous convaincre qu'il ne s'agit là que d'un début. On note que malgré l'inquiétant nombre de contrats et d'accords de ses dernières années, conclus en dépit de l'absence de relations diplomatiques entre les deux Etats, les réalisations se comptent, pour le moment, sur les doigts d'une main. Cependant, les cinq années qui viennent doivent donner aux U.S.A. une place prépondérante dans notre économie.

Il est à craindre qu'en cas d'amélioration du climat entre les pays arabes et les Américains, la pénétration américaine ne s'accélère encore et n'envahisse des domaines qui lui ont échappé jusqu'à présent. Le domaine militaire, par exemple, car, alors, il n'y aurait plus d'obstacles politiques. Il est clair que ces possibilités de conquête des marchés arabes ne sont pas étrangères aux démarches de certains hommes d'affaires américains et à leurs passions sur la Maison Blanche pour qu'elle reconsidère sa politique à l'égard des Etats arabes.

Toutefois, tout au long de cet article, nous n'avons envisagé que les pénétrations économique et politique ; mais, il en est une autre forme moins visible, mais combien plus néfaste : il s'agit de la pénétration idéologique.

D'ores et déjà, dans la couche technocratique algérienne, on pense, on résoud les problèmes à l'américaine (en attendant d'avoir les moyens de vivre à l'américaine). Les sociétés nationales, les ministres font appel aux bureaux d'études américains avant de prendre la moindre décision. Rappelons-nous que la réorganisation du "secteur agricole socialiste" fut confiée à des experts U.S. !

Il est devenu courant à Alger de faire appel aux techniques coûteuses de simulation, d'utiliser (et d'acheter) des ordinateurs à tout bout de champ, de considérer le gaspillage comme une nécessité économique, de faire davantage confiance au matériel qu'aux hommes ... et d'engager ainsi notre pays inexorablement dans la voie du sous-développement capitaliste qui organise la paupérisation systématique des masses populaires et l'enrichissement d'une minorité de privilégiés, tout en justifiant ces inégalités au nom des sacro-saints critères de rentabilité, de gestion rationnelle ...

Cette corruption idéologique des dirigeants qui sert de support à la domination américaine s'accompagne de la diffusion au sein de la jeunesse étudiante, de la couche des petits fonctionnaires et des employés, une philosophie individualiste qui valorise (et moralise) l'égoïsme et la recherche de l'intérêt personnel qui justifie l'arrivisme, le carriérisme, la réussite et qui développe l'opportunisme et le "réalisme" dénué de principes.



Le scandale du Watergate, les malversations du vice-président des U.S.A., et bien d'autres scandales qu'il ne s'agit pas d'énumérer ici, démontrent la vénalité du personnel dirigeant américain, le pourrissement du système politique dont la façade "démocratique" ne parvient plus à cacher le pouvoir absolu de l'ARGENT. Ceux qui rêvent de plaquer chez nous le "mode de vie américain" devraient y réfléchir à deux fois !

Enfin, nous ne terminerons pas cette réflexion sans souligner l'autre aspect de l'impérialisme américain, son caractère violent, sa logique répressive. On dit que l'impérialisme américain est le gendarme des peuples, qu'il n'a aucun scrupule lorsqu'il s'agit de défendre ses priviléges. Cela doit être pris au sérieux.

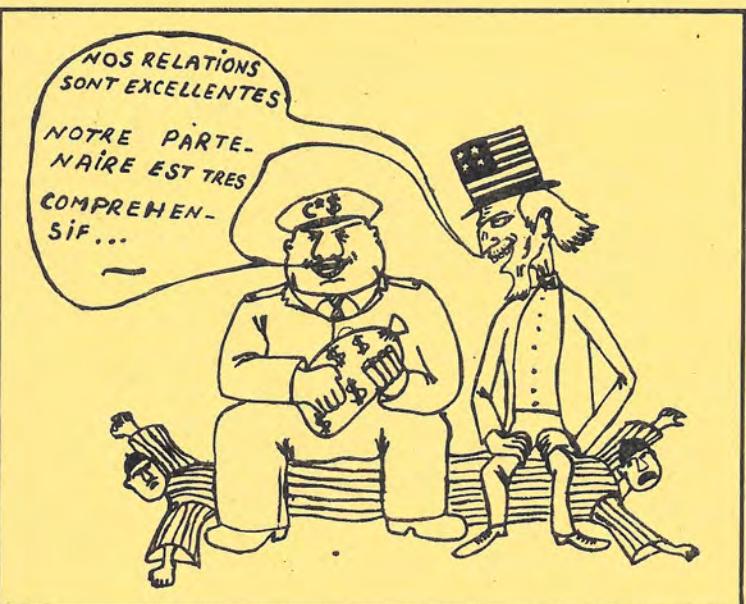
La guerre du Vietnam l'a amplement démontré. Nous n'aurons pas assez de place pour faire la liste des interventions et des ingérences américaines dans les autres pays. Rappelons seulement l'avant dernière en date : la question du Chili (la dernière en date étant la guerre du Moyen-Orient).

Pour cela, donnons la parole au "Washington Post" qui écrit "qu'en plus, des contacts étroits qu'entretenaient les U.S.A. avec les militaires chiliens et des 400 000 dollars versés par la C.I.A. aux journaux opposés à Salvador Allende ; les Etats-Unis avaient d'une part soutenu l'opposition intérieure ; d'autre part développé la crise économique en refusant les crédits au Chili et en bloquant l'octroi d'emprunt pour les organismes financiers internationaux." Il souligne "l'infiltration au sein de tous les partis politiques, l'appui des manifestations et des groupements anti-gouvernementaux, le financement des organes de presse en opposition."

Hier, le peuple algérien s'est dressé pour combattre le colonialisme et arracher l'indépendance ; mais, au colonialisme a succédé le néo-colonialisme, à la lutte de libération doit succéder la lutte des exploités contre leurs exploitants nationaux et étrangers.

A l'instar du peuple vietnamien, le peuple algérien s'organisera et construira son parti pour défendre ses intérêts les armes à la main, face à la bourgeoisie algérienne et ses maîtres impérialistes.

o o o



# LA C.I.A.

"Plus qu'un Etat dans l'Etat, la C.I.A. apparaît comme le bras séculier du gouvernement" -destiné, selon Mr. Dean Rusk lui-même, à mener "la lutte sévère qui se poursuit à l'arrière-plan dans le monde entier."

La "Centrale Intelligence Agency", plus connue sous le sigle C.I.A., est l'instrument qui permet aux Américains d'exécuter, à travers les cinq continents, les "sales coups" que leur respectabilité de "défenseurs de la liberté" ne leur permet pas de revendiquer ouvertement. 1953, en Iran: le gouvernement Mossadegh, qui vient de procéder à des nationalisations dans le pétrole, est renversé brutalement. C'est la première fois que l'on parle de la C.I.A. Depuis, il ne se passe pas un événement dans lequel le droit à l'autodétermination des peuples soit menacé, sans qu'on y puisse trouver, à l'arrière-plan, la main de la C.I.A. 1954, un des tout premiers gouvernements élus d'Amérique-Latine celui d'Arbenz au Guatemala, est éliminé à la suite d'une invasion menée par Castillo Armas, à partir du Honduras, et encadrée par les services de la CIA. Cette agression provoque un scandale dans l'opinion, mais les frères Dulles qui président aux destinées du Département d'Etat (Forster Dulles) et de la C.I.A. (Allen Dulles) ont de gros intérêts dans l'United Fruit Company qui possède les meilleures terres du pays et qui est menacée de nationalisation.

C'est la C.I.A. qui a découvert, puis maintenu au pouvoir Diem; c'est elle qui a joué un rôle trouble dans sa chute.

La C.I.A., s'est le super-Etat. Elle intervient partout. Elle contrôle les services diplomatiques américains. Son champ d'action favori, c'est le Tiers-Monde. Partout où les intérêts américains sont menacés, elle intervient de façon peu orthodoxe. Pour ce genre d'opérations, elle dispose d'un budget quasiment illimité. Elle forme et arme des groupes anti-insurrectionnels. Elle a des camps d'entraînement un peu partout. La plupart des américains à l'étranger acceptent, pour une raison ou pour une autre, de travailler pour elle. Elle dispose des meilleures couvertures: à Saigon, pendant longtemps, c'est l'Université de Michigan qui servait de façade à ses agents. Elle noyaute les organisations d'étudiants (comme vient de le révéler un scandale récent). Elle contrôle indirectement les organisations internationales: Conférence Internationale des Etudiants, C.I.S.L. (Conférence Internationale des Syndicats Libres). Elle finance les syndicats A.F.L.-C.I.O. dont les dirigeants Jay Livestone, Irving Brown, les frères Reuters (on a appris dernièrement qu'elle avait financé la scission de la C.G.T. en France etc...).

Au Vietnam, elle joue le rôle principal. C'est elle qui forme les équipes de "pacification". C'est elle qui fournit les spécialistes en tous genres à la police du général KY. Les conseillers de la CIA se trouvent aussi au Laos, au Cambodge, en Thaïlande... Pour leurs déplacements, les agents de la C.I.A. ont leur propre compagnie aérienne (Air-América).

A Formose, à Hong-Kong, la CIA dirige les commandos contre la Chine Populaire, elle patronne les vols d'avions U.2. etc...

Mais sa véritable chasse-gardée, c'est l'Amérique-Latine où la C.I.A. est le véritable gouvernement: noyautant, corrompant, enlevant, tuant, torturant pour maintenir la domination du "Monde Libre" -ainsi, dernièrement, en Bolivie, ce sont les agents de la C.I.A. qui, les premiers, ont interrogé Régis Debray. En Guyane Britannique la C.I.A. est intervenue pour empêcher l'élection de Jagan, progressiste connu et le remplacer par Mr. Burnham très favorable aux Américains. Dans ce coup d'Etat la C.I.A. a investi 250.000 livres pour contrôler le syndicat des ouvriers du sucre et celui des fonctionnaires et provoquer des troubles qui entraînèrent la mort de 170 personnes et l'élimination de Cheddy Jagan.

Mais tous ses coups ne sont pas aussi heureux. En effet, elle a essuyé un échec lamentable lors du débarquement à Cuba, de Playa Giron en 1961, où le peuple en armes à vite fait de mettre en pièces les commandos entraînés par la C.I.A. en Floride.

Coup d'Etat au Ghana, en Indonésie, en Grèce, troubles au Congo... toujours la C.I.A. !

Plusieurs dizaines de milliers de personnes, des informateurs, des réseaux dans tous les pays, des milliers d'affaires qui servent de couverture, un secteur de "missions actives", un budget de plus de 500 milliards (près de deux fois celui de l'Algérie)... voilà la C.I.A. ! Qui dirige ce monstre? Est-ce le président des U.S.A.? Est-ce le Pentagone ou bien est-elle un corps autonome qui, un jour ou l'autre, fera bénéficier de son expérience les Etats-Unis eux-mêmes?

(Bulletin de Liaison n° 13 juillet-août 1967)

## Note 1 : Les intérêts américains en 1962 -

### 1. Dans le domaine pétrolier

Depuis 1957, une dizaine de sociétés (telles la Standard of California, Esso, Texaco) ont exercé des activités de prospection. Mais, cinq sociétés seulement participaient à la production du pétrole algérien :

- Sinclair et Tidewater détenaient 40 % du gisement de pétrole de Rhourde El Baguel.

- El Paso détenait 49 % du gisement de gaz de Rhourde Nouss.

- Philipps avait une participation de 25 % dans le gisement de Gassi Touil.

- Mobil Oil avait une participation de 25 % dans les petits gisements du plateau de Tinhert.

De plus, Esso et Mobil Oil détenaient par l'intermédiaire de la Conch une participation de 20 % dans l'usine de méthane liquide d'Arzew : la Camel.

### 2. Dans les autres secteurs

La présence américaine était presque inexistante. Seules quelques firmes comme Procter et Gamble (détersifs) et Varel (matériel de fourrage) agréées par le Plan de Constantine fonctionnaient en Algérie.

(Source : "MAGHREB" n° 8, avril 1965)

--

## Note 2 : LA SONATRACH

Créée le 31 décembre 1963, avec comme PDG Belaïd Abdesslam l'actuel ministre de l'Industrie, la société nationale pour le transport et la commercialisation des hydrocarbures (SONATRACH) devait réaliser le 3ème oléoduc algérien : Hassi-Messaoud Arzew.

Pour cette réalisation, elle reçut deux prêts :

- le premier d'un montant de 7,5 millions de dinars koweïtiens (plus de 10 milliards d'A.F.) lui fut octroyé le 24 juin 1964 par le Fonds Koweïtien de Développement Economique Arabe.

- le second, d'une valeur de 18,6 millions de livres anglaises (environ 25 milliards d'A.F.) lui fut accordé le 31 août 1964 par un consortium de banques britanniques, dirigé par la Kleinwort Benson Limited.

En 1966, la SONATRACH commença à signer des accords d'association avec de puissantes firmes U.S. : la South Eastern Drilling Company de Dallas (16.2.66) et la Conch International Methane

Limited" (40 % Shell, 40 % Continental Oil) spécialisée dans la liquéfaction et le transport maritime du gaz naturel. Par ces accords, les firmes US mettaient des capitaux et des techniciens américains à la disposition de la bourgeoisie algérienne.

Les dirigeants algériens, satisfaits de cette collaboration, décident alors d'accroître les attributions de la SONATRACH. Celle-ci tout en conservant son ancien sigle devient, grâce à un décret publié le 22 septembre 1966 "la Société Nationale pour la Recherche, la Production, le Transport, la Transformation et la Commercialisation des Hydrocarbures". Ces nouvelles attributions accordées à la SONATRACH, permettent en fait de justifier la signature de nouveaux accords avec les Américains.

Le 24 octobre 1964, deux grandes banques américaines (la Bank of America et la Hanover Trust Company) accordèrent à la SONATRACH un prêt d'équipement de 15 millions de dollars (75 milliards d'anciens francs). C'est donc essentiellement grâce aux capitaux US que "le capital de la SONATRACH est décuplé et passe de 40 millions de DA en 1964 à 400 millions de DA en 1966" (Révolution Africaine n° 418).

Depuis cette date, la SONATRACH a signé de nombreux accords avec d'importantes firmes américaines. Ces accords permettent :

- l'entrée des capitaux et des agents américains en Algérie, notamment par la création de nombreuses sociétés mixtes leur servant de couverture (voir tableau I de l'annexe I) ;

- l'écoulement des biens et services américains dans notre pays (voir tableau II de l'annexe I) ;

- l'exploitation du pétrole (voir tableau III de l'Annexe I) et surtout du gaz (voir tableau IV de l'annexe I) au profit des compagnies américaines et de leurs valets les bourgeois algériens.

La SONATRACH qui déjà au moment de sa création n'avait rien de "nationale", apparaît donc de plus en plus comme un instrument au service de l'implantation impérialiste et essentiellement l'implantation américaine dans notre pays.

=====

ANNEXE I. - Tableau 1 : Accords d'association,  
création de sociétés mixtes.

Dates	Firmes U.S.	Nature du contrat
16.2.66.	SOUTH EASTERN DRILLING CIE	Création d'une société mixte <u>ALFOR</u> pour les travaux de forage, avec la participation de la Sonatrach à 51 %.
9.5.66.	COUNCH INTERNATIONAL METHANE LIMITED	Protocole d'accord entre la Sonatrach et cette firme, en vue de la liquéfaction et du transport maritime du gaz naturel algérien.
9.12.66.	INDEPENDEX	Création d'une société mixte <u>ALGEO</u> pour la prospection sismique, avec une participation de la Sonatrach à 51 %. Capital : un million de DA.
19.10.68.	GETTY PETROLEUM COMPANY	Accord pétrolier en vue de la recherche et de la production d'hydrocarbures, créant une association avec une participation de la Sonatrach à 51 %.
15.11.68.	BOSTON GAS SOCIETY	Accord avec un transporteur pour le compte de la Boston Gas qui doit recevoir par méthanier du gaz naturel liquéfié.
30.4.69.	CORE LABORATORIES INC.	Création d'une société mixte <u>ALCORE</u> de services pétroliers pour les études et l'engineering, avec la participation de la Sonatrach à 51 %. Capital : un million de DA.
6.5.69.	DAVID MUD AND CHEMICAL INC.	Création d'une société mixte <u>ALFLUID</u> pour les services pétroliers, spécialisée dans les boues de forage, avec une participation de la Sonatrach à 51 %. Capital : 2 millions de DA.
25.7.69.	GLOBE UNIVERSAL SCIENCES INC.	Création d'une société mixte de géophysique <u>ALREG</u> pour les travaux de géophysique, avec la participation de la Sonatrach à 51 %.
5.6.70.	PETROLEUM AND MINERALS GROUP DRESSER SOCIETY	Création d'une société mixte de services pétroliers <u>ALDIA</u> pour les travaux de dia-graphie, avec la participation de la Sonatrach à 51 %. Capital : 0,05 million de DA.
Juil. 70.	BAKER OIL TOOLS	Création d'une société mixte de services pétroliers <u>ALTEST</u> avec la participation majoritaire de la Sonatrach. Capital : 2 millions de DA.
12.3.71.	J.F. PRITCHARD AND CIE	Création d'une société mixte d'engineering et de constructions industrielles pour les travaux d'études et de construction d'unités de traitement du gaz naturel, de raffinage de pétrole, complexes pétro-chimiques formation de cadres.
9.6.72.	GETTY PETROLEUM COMPANY	Nouvel accord modifiant celui de 1968.
27.3.73.	SUN OIL COMPANY	Contrat d'association sur la base de 51 % Sonatrach et 49 % Sun Oil.

ANNEXE I. - Tableau II. Contrats d'études, de recherche, de fourniture, matériel.

<u>Dates</u>	<u>Firmes U.S.</u>	<u>Nature du Contrat</u>
4.2.69.	GEOSPACE CORPORATION	La firme américaine fournit <u>9 équipes de géophysiciens et 2 centres de calcul</u> pour le traitement des données sismiques.
12.6.69.	NATIONAL SUPPLY DE HOUSTON	Achat par la Sonatrach de <u>4 appareils lourds de forage</u> .
4.7.69.	SCIENTIFIC RESOURCES COMPANY	Installation par la firme US d'un centre de calcul utilisant des ordinateurs du type Sigma 7 et formation d'informaticiens algériens.
13.2.70.	BECHTEL	Contrats d'études signés par la firme BECHTEL avec la SONEMS (50 % Sonatrach, 26 % entre Minery siciliano, 20 % SNAM-Progetti, 4 % Banque de Sicile) en vue de la construction d'un gazoduc Algérie - Sicile.
11.4.70.	ICASALS	Mise en oeuvre d'un <u>programme de recherche de un million et demi de dollars</u> pour l'emploi de sous-produits du pétrole en agriculture.
3.6.70.	WILLBROS OVERSEAS (filiale anglaise de Willbros Brothers)	Construction d'un pipe-line Hassi-Messaoud/Arzew pour le transport d'un mélange de G.P.L. et condensats. Montant : <u>195 millions de DA</u> .
12.3.71.	PRITCHARD RHODES (filiale anglaise de J.F. Pritchard and Cie)	Réalisation, clé en main, d'une nouvelle unité de liquéfaction de gaz naturel à Skikda, de capacité de 1,5 milliards de m <sup>3</sup> /an. Le financement, environ <u>300 millions de DA</u> , est assuré par un crédit anglais.
26.4.71.	CHEMICAL CONSTRUCTION INCORPORATION	Edification à Arzew d'une usine de liquéfaction de gaz naturel en six lignes de capacité totale de 10 milliards de m <sup>3</sup> /an. Le financement de cette usine, d'un coût estimé à plus de 2 milliards de DA, est assuré par des prêts consentis ou garantis par l'Eximbank dans le cadre de l'accord El Paso/Sonatrach.

Avril 71.	GROUPE ANGLO-SAXON PRITCHARD RHODES	Contrat de maîtrise d'oeuvre pour l'agrandissement de l'usine de traitement de gaz naturel d'Hassi R'Mel dont l'exécution réalisée au 2/3 par un groupe français (chef de file Tunzini) a été suspendu lors de la crise algéro-française.
24.10.71.	WILLIAM BROTHERS ENGINEERING COMPANY	Contrat d'étude d'un gazoduc reliant l'Algérie à l'Europe Occidentale en passant par le Maroc et le Détrroit de Gibraltar. La Sonatrach bénéficie d'un financement portant sur 90 % de la valeur du contrat. L'Eximbank finance 42 % de cette valeur : 524 115 dollars.
7.8.72.	FLUOR	Etude et construction en Algérie par les firmes International Synthetic Rubber (Grande Bretagne) et FLUOR (USA) d'une usine de caoutchouc synthétique.
20.12.72.	BURMAH OIL	Accord au terme duquel Burmah Oil assiste la Sonatrach pour la mise en route de la fabrication de lubrifiants par la raffinerie d'Arzew.
27.3.73.	SUN OIL COMPANY	Accord relatif à l'exploration et à la production de pétrole sur un domaine minier de 9500 km <sup>2</sup> . La société US investira <u>32,5 millions de dollars</u> pour la prospection.
23.7.73.	GENERAL ELECTRIC COMPANY	Extension de la capacité du gazoduc Hassi R'Mel/Arzew : la construction de 5 stations de compression permettra de porter la capacité annuelle de 6,5 à 13,5 milliards de m <sup>3</sup> par an. Le montant du contrat est évalué à <u>270 millions de DA</u> , destinés à la "fourniture de tous les équipements, ainsi que leur montage, essais et mise en route."
6.7.73.	PRITCHARD RHODES (filiale britannique du groupe américain International Systems and Control - I.S.C.)	Extension de l'usine de liquéfaction de gaz naturel de Skikda par la réalisation de deux nouvelles unités de liquéfaction dont la production annuelle sera de 3 milliards de m <sup>3</sup> . Les délais de réalisation sont de 39 mois pour une unité et de 42 mois pour l'autre. Ce projet bénéficie d'un financement d'origine britannique.

ANNEXE I. Tableau III. Contrats de vente de pétrole ou de produits pétroliers.

<u>Dates</u>	<u>Firmes U.S.</u>	<u>Nature du contrat</u>	<u>livraison annuelle en M. de t.</u>
28.11.70.	MOBIL OIL	Accord de fourniture de pétrole brut algérien pour la période de 1971-1974 (contrat identique avec Shell)	7
14.12.71.	COMMONWEALTH OIL REFINING COMPANY	Achat de <u>380 millions de tonnes de pétrole algérien</u> sur une période de 25 ans d'une valeur de plus de 8 milliards de dollars (1972-1996). Ce contrat nécessitera des investissements d'environ <u>260 millions de dollars</u> pour doter la Sonatrach des installations nécessaires à l'exécution de ce contrat.	18
5.1.72.	STANDARD OIL OF NEW JERSEY (anciennement Esso, actuellement Exxon)	Achat de <u>21 millions de tonnes de pétrole algérien</u> sur une période de quatre ans pour la somme d'environ 400 millions de dollars.	5
23.5.72.	GULF OIL	Contrat à long terme pour l'achat par GUL OIL de " <u>très importantes quantités de pétrole brut entre 1972 et 1980</u> ".	
4.8.72.	SUN OIL PHILIPS MOBIL	La revue "Middle East Economic Digest" (MEED) annonce la signature de contrats d'achat de <u>pétrole brut</u> par ces firmes à la Sonatrach.	
30.1.73.	TROPICAL GAS	La revue "Nouvelles Economiques" n° 129 signale un contrat d'achat " <u>d'importantes quantités de gaz (propane et butane)</u> " à la Sonatrach par Tropical Gas.	
1.7.73.	PETROLANE INC.	La revue "Nouvelles Economiques" n° 134 signale un contrat d'achat de " <u>500 millions de gallons (1,89 milliards de litres)</u> de gaz de pétrole à la Sonatrach.	

ANNEXE I. Tableau IV. Contrats de vente de gaz naturel.

<u>Dates</u>	<u>Firmes U.S.</u>	<u>Nature du Contrat</u>	<u>Livraison annuelle (en mil- liards de m3)</u>
24.6.69.	DISTRIGAS DE BOSTON	Exportation de 500 millions de m3 de gaz naturel par an pendant vingt ans, à la suite d'un accord entre la société française Gazocean et la Sonatrach à partir de 1971.	0,5
9.10.69.	EL PASO NATURAL GAS	Achat de 10 milliards de m3 de gaz naturel par an pendant 25 ans à partir de 1976.	10
12.1.71.	EL PASO NATURAL GAS	Achat de 5 milliards de m3 de gaz naturel supplémentaires par an pendant 25 ans à partir de 1978.	5
18.3.71.	DISTRIGAS DE BOSTON	Vente de 1,2 milliards de m3 de gaz naturel par an pendant 20 ans à partir de 1975.	1,2
24.5.72.	ESCOGAS (groupe composé de Public Service Electric and Gas et Algonquin Gas Transmission)	Vente par la Sonatrach d'un total de 120 milliards de m3 de gaz naturel. Les livraisons étalementes sur 22 ans débuteront en 1976.	6
30.5.72.	EL PASO NATURAL GAS	Achat par El Paso d'une quantité additionnelle de 5 milliards de m3 de gaz naturel par an pendant 25 ans, à partir de 1978.	5
Août73.	PANHANDLE EASTERN PIPE LINE COMPANY	Vente par la Sonatrach d'une quantité annuelle de 4,5 milliards de m3 de gaz naturel pendant 20 ans à partir de 1979.	4,5

ANNEXE II. Principaux accords signés par la bourgeoisie algérienne dans les secteurs autres que les hydrocarbures

Dates	Firmes US	Sociétés Algériennes	Nature du contrat	Montant (en million DA)
14.5.69.	PEARSONS ET WHITTE MORE (filiale française d'un groupe US)	SN des Industries de la Cellulose	Implantation d'une usine de cellulose et papier à Mostaganem.	
19.8.70.	BOEING	AIR ALGERIE	Fourniture de 2 Boring 727.	
31.8.70.	GENERAL MOTORS	S.N.C.F.A.	Fourniture de <u>29 locomotives Diésel</u> électriques	55
25.5.71.				
26.9.70.	AERO SERVICE CORPORATION DE PHILADELPHIE (filiale de Litton Industries)	SONAREM	Relevé magnétospectrométrique de toutes les ressources minières du sous-sol algérien pendant 39 mois.	44
12.7.71.	DRAVO CORPORATION DE PITTSBURG	S.N. DES GRANDS TRAVAUX (SNGT)	Réalisation de l'ensemble des équipements hydro-agricoles de la Bou-Namoussa (16 000 ha) en 36 mois.	240
12.7.71.	MKIC DE BOISE	S.N.G.T.	Equipement de 10 000 ha dans le périmètre d'Abadla	159
24.7.71.	CHRYSLER	SONACOME SONATRACH	Fourniture de 525 camions Dodge d'une valeur de 10 millions de dollars.	48
	BOEING	AIR ALGERIE	Fourniture de 2 Boeing 727.	
28.7.72.	BOEING	AIR ALGERIE	Fourniture de <u>1 Boeing 737-200</u> (c'est le 5ème Boeing d'Air Algérie)	
3.8.72.	DRAVO	SONAREM	Reconstruction de la mine de plomb et zinc d'El Abed, près de Tlemcen. <u>Achat de biens et services américains destinés à la modernisation de cette mine.</u>	
26.10.72.	BIOTIC-ALGERIE (appartenant au groupe US Richardson Merrell Toraude)	PHARMACIE CENTRALE D'ALGER	L'usine de produits pharmaceutiques BIOTIC-ALGER est rachetée à 51 % par la Pharmacie Centrale d'Alger. L'accord prévoit le <u>rachat total et une assistance technique de la part du groupe U.S.</u>	
25.11.72.	GENERAL MOTORS	S.N.C.F.A.	Achat d'un second lot de <u>25 locomotives Diesel</u> d'une valeur de 11,4 millions de dollars.	

ANNEXE III. PRETS US A LA BOURGEOISIE ALGERIENNE - Tableau I. Organismes US

<u>Dates</u>	<u>PRETEUR</u>	<u>BENEFICIAIRE</u>	<u>OBJET ET DUREE DU PRET</u>	<u>Montant (mil.dol.)</u>
24.10.66.	BANK OF AMERICA HANOVER TRUST COMPANY	SONATRACH		15
19.8.70.	EXIMBANK	AIR ALGERIE	Achat de 2 Boeing 727.	7
9.12.70.	HANOVER TRUST COMPANY	SONATRACH	Achat d'équipement géophysique.	5
1971.	EXIMBANK	AIR ALGERIE	Achat de 2 Boeing 727.	3,40
25.5.71.	EXIMBANK CONTINENTAL BANK	S.N.C.F.A.	Achat de 29 locomotives Diesel à la General Motors	10
18.1.72.	EXIMBANK	SONATRACH	Financement de 42 % des dépenses d'études du gazoduc transméditerranéen (Gibraltar)	0,53
Août 72.	EXIMBANK	ALDIA (SONATRACH)	Achat d'équipement pétrolier	
Août 1972.	EXIMBANK CHASE MANHATTAN	SONATRACH	Financement de 85 % de la valeur du matériel de forage livré par la firme US ROCKWELL MANUFACTURING	
13.9.72.	EXIMBANK FIDELITY BANK (Philadelphia)	SONATRACH	90 % de la valeur de l'étude sur le développement agricole et industriel de la région de Sétif, effectuée par Bechtel.	3,07
20.11.72.	EXIMBANK FIRST NATIONAL CITY BANK	AIR ALGERIE	Achat de 1 Boeing (1e 5ème) 737-200	2,80
20.11.72.	EXIMBANK	SONATRACH	Achat installations de réinjection de gaz à Gassi Touil (firme Dresser)	1,40
26.12.72.	EXIMBANK HANOVER TRUST BANK	BANQUE ALGERIENNE DE DEVELOPPEMENT (B.A.D.)	Irrigation de la Bou-Namoussa par la firme DRAVO	12,85 17,13
26.1.73.	EXIMBANK	SONAREM	90 % des dépenses de remise en état de la mine d'El Abed par la firme DRAVO.	2,4 2,4
16.2.73.	EXIMBANK HANOVER TRUST COMPANY	S.N.C.F.A.	Achat de 25 locomotives Diésel d'une valeur de 11,4 millions de dollars	10,26
27.3.73.	EXIMBANK	SONATRACH	Financement contrat El-Paso	157
27.3.73.	Banques U.S. dont la First National City Bank - Bank of America First National Bank of Chicago	SONATRACH	Financement contrat El-Paso	157
27.3.73.	Banques Européennes	SONATRACH	Financement contrat El Paso - prêt garanti par l'EXIMBANK.	52,5

ANNEXE III. Tableau 2 - Consortiums internationaux avec chef de file U.S.

DATES	PRETEUR CHEF DE FILE	BENEFICIAIRE	OBJET ET DUREE DU PRET	Montant (mil.dol.)
27.5.71.	BANKERS TRUST COMPANY	S.N.S. (Sidérurgie)	Durée : 3 ans garanti par la Banque Algérienne de développement (B.A.D.)	9
27.10.71.	BANKERS TRUST COMPANY	SONATRACH	Durée : 5 ans garanti par la B.A.D.	30
6.4.72.	MORGAN GUARANTY TRUST	S.M.M.C. (matériaux de Construction)	Durée : 5 ans garanti par la Banque Extérieure d'Algérie (B.E.A.)	7
24.7.72.	BANK OF AMERICA HANOVER TRUST COMPANY	B.E.A.	Emprunt obligatoire : durée 12 ans garanti par l'Etat algérien.	25
12.9.72.	FIRST NATIONAL BANK OF CHICAGO	C.N.A.N. (Compagnie de Navigation)	Achat de matériel, durée 7 ans garanti par la B.A.D.	25
5.12.72.	FIRST NATIONAL BANK OF CHICAGO CHEMICAL BANK	S.N.S.	Achat de matériel durée 7 ans garanti par la B.E.A.	15
8.3.73.	FIRST BOSTON COMPANY CHEMICAL BANK	SONATRACH	Dépenses de la Sonatrach et construction des installations pour vente de gaz naturel durée 10 ans, garanti par la B.A.D.	250
28.3.73.	6 Banques US dirigées par FIRST NATIONAL CITY BANK	B.A.D. B.E.A.	Investissements Plan quadriennal 1973 Durée 10 ans.	300

ANNEXE III. Tableau III. Consortiums internationaux avec participation U.S.

<u>Dates</u>	<u>PRETEUR</u>	<u>BENEFICIAIRE</u>	<u>OBJET ET DUREE DU PRET</u>	<u>Montant (million de dollars U.S.)</u>
2.5.72.	Banques U.S.	Banque Nationale d'Algérie (B.N.A.)	Projets industriels dans le secteur des hydrocarbures - durée 7 ans.	50
21.7.72.	Banques U.S.	Banque extérieure d'Algérie (B.E.A.)	Durée : 7 ans.	50
5.10.72.	Banques U.S. dont FIRST NATIONAL BANK OF BOSTON MARINE MIDLAND BANK NEW YORK ...	Crédit Populaire d'Algérie	Durée : 7 ans.	30
3.7.73.	Banques U.S. dont CHASE MANHATTAN	B.E.A.		150
2.8.73.	Banques U.S.	S.N.M.C.	Durée : 12 ans garanti par la B.E.A. (pour le 2ème Plan quadriennal)	50

ANNEXE IV. ECHANGES U.S.A. - ALGERIE (en millions de DA)

- Source : Maghreb n° 34.

Nouvelles Economiques n° 111.

"Le Monde" du 18.4.73.

	<u>1963</u>	<u>1964</u>	<u>1965</u>	<u>1966</u>	<u>1967</u>	<u>1968</u>	<u>1969</u>	<u>1970</u>	<u>1971</u>	<u>1972</u>
<u>IMPORT</u>	220	261	101	302	251	303	439	498	451	572
%	6,9	7,6	3	9	7	9	8,8	8		
<u>EXPORT</u>	4	27	23	16	67	21	9	41	110	534
%	0,1	0,7	0,6	0,4	1,8	0,6	0,2	0,8		
<u>SOLDE</u>	-216	-234	-77	-286	-184	-282	-430	-457	-341	-38

AIDE AMERICAINE (en millions de dollars)				
	<u>1963</u>	<u>1964</u>	<u>1965</u>	<u>1966</u>
Aide en nature	11,6	20	5	20

- Notes : 1) En 1965, la chute des importations est dûe à la limitation des dons à 5 millions de dollars qui serait la conséquence de la réduction de la production agricole américaine en 1965.
- 2) L'augmentation apparente de 1965 à 1966 est dûe en partie à l'augmentation de l'aide en nature et en partie à l'octroi d'un prêt à la SONATRACH de 15 millions de dollars.
- 3) En 1967, la baisse s'explique par l'interruption de l'aide américaine à la suite de la rupture des relations diplomatiques.

=====

## ALGÉRIE

# L'opposition à Boumedienne publie son "premier communiqué"

'OPPOSITION au colonel Boumedienne semble à nouveau se cristalliser en Algérie. Depuis quelques jours, des tracts — dont certains nous sont parvenus — se réclamant du « S.O.A. » (Soldats de l'opposition algérienne) ont été distribués clandestinement à des milliers d'exemplaires, notamment en Kabylie.

Qualifié de « communiqué numéro un », ce tract condamne le règne « démagogique » d'Ahmed Ben Bella, « orgueilleux » et « ignorant » et dénonce le coup d'Etat du 19 juin 1965, qui vit le « clan d'Oujda » porter Boumedienne au pouvoir, provoquant une chaîne de calamités pour les Algériens.

Il dresse un bilan lourd de conséquences :

**1** Les assassinats politiques, notamment ceux de Mohammed Khidder, Krim Belkacem, Mohamed Terbouche, Ben Abbès, Chabou, Said Abid.

**2** Les emprisonnements d'officiers, sous-officiers, soldats de l'A.N.P. (armée nationale populaire), la délation et la torture.

**3** Le marasme économique, le chômage, la détérioration des biens d'équipement.

**4** La corruption et la dilapidation des deniers publics par des hommes au pouvoir.

**5** L'émigration des travailleurs qui veulent parer à la famine qui menace leur famille.

Au sujet de l'émigration, le P.R.S. (parti de la révolution socialiste) tourne en dérision les déclarations du colonel Boumedienne, affirmant qu'il « suspendait » celle-ci et était prêt à « rapatrier » 700.000 « émigrés ».

En réalité, le nombre des Algériens en France, avec leurs familles, est trois fois plus important — sans compter, bien sûr, les Algériens qui ont combattu pour l'Algérie française et ont pris la nationalité française.

Il précise que le contingent d'émigrés pour 1973 (25.000) est déjà atteint et que le pouvoir algérien ne s'engage donc à rien, puisque, de toute façon, les départs « officiels » ne sont plus possibles avant 1974.

D'autre part, c'est toujours le gouvernement algérien qui a réclamé l'augmentation du nombre des émigrés, pour se

procurer des devises — prélevées à tous les échelons par les membres du parti — et réduire la pression des chômeurs.

Or, le mécontentement, déjà très vif, se développe chaque jour davantage et va même jusqu'à s'exprimer ouvertement.

Il y a des grèves — dont on ne parle pas — et des maquis d'hommes résolus, souvent des paysans pauvres qui refusent de « bénéficier » de la soi-disant révolution agraire — les récoltes ont été catastrophiques cette année.

Le communiqué numéro un de « l'opposition algérienne » fait également une déclaration solennelle en « sept points », jurant d'assurer l'égalité de toutes les communautés et lançant un appel pour la formation d'un « gouvernement provisoire algérien » (G.P.A.) qui respectera les engagements internationaux.

Il dit sa résolution de liquider le trop lourd contenu « qui ne devrait plus exister entre l'Algérie et la France » et propose la révision des droits acquis illégitimement.

Il déclare enfin que l'union d'une « Algérie indépendante » doit être fraternelle non seulement avec la France, mais avec tous les pays méditerranéens.

Cette déclaration, selon le « S.O.A. », aurait été approuvée par les commandants « Bachid » et « Si Larbi », au nom des anciens de l'A.L.N., « Si Mohamed », ancien fédéral, au nom des amis de la fédération de France du F.L.N., le colonel Zbiri, au nom de l'A.N.P., « Si Moussa » et « Ben Mekmar », au nom des anciens du M.N.A. et les représentants des « exilés » musulmans, chrétiens et juqués.

Il est bien difficile, à l'heure actuelle, de dire quels sont « le » ou « les » chefs de cette opposition algérienne. Ils subiraient d'ailleurs — s'ils dévoilaient leur identité — le sort de Krim Belkacem, étranglé dans un hôtel d'Allemagne de l'Ouest, et dont les assassins n'ont jamais été arrêtés.

Mais peut-être permettront-ils un jour, s'ils parviennent à atteindre leur objectif, une « coopération » véritable avec la France, dans l'intérêt des deux pays et de tout le bassin méditerranéen.

**Henri SURUGUE.**

# NON A L'AMALGAME

Sous le titre "l'opposition à Boumédiène publie son premier communiqué" le journal "L'Aurore" du 19.10.73. (voir au verso) annonce la naissance des "S.O.A, (soldats de l'opposition algérienne)". Cette publicité, à elle seule, n'aurait rien d'extraordinaire car la "déclaration solennelle" de ce dernier "mouvement" - qui tient plus du canular que de la prise de position politique - entre tout à fait dans le style d'un journal où le sensationnel tient lieu d'information. Mais, ce qui est remarquable, c'est l'amalgame que fait le journaliste Henri Surugue entre cette déclaration et le tract publié par notre Parti et concernant le sort de l'émigration algérienne.

Pour dissiper tout malentendu, nous tenons donc à dire ici que nous n'avons rien à voir avec cette "opposition algérienne". Nous rappelons que le P.R.S. a été créé le 20 septembre 1962 et qu'il n'a cessé de faire entendre sa voix à travers ses revues : P.R.S. Information, Bulletin de liaison, Révolutionnaire, son journal EL JARIDA et des centaines de tracts et publications que l'Aurore a ignoré régulièrement.

Au moment où les peuples arabes sont confrontés à l'agression impérialo-sioniste, le journal qui n'a jamais caché ses sentiments anti-arabes, croit bon de découvrir l'existence d'une opposition au pouvoir de Boumédiène. Le calcul est clair, nous n'avons rien à y voir,